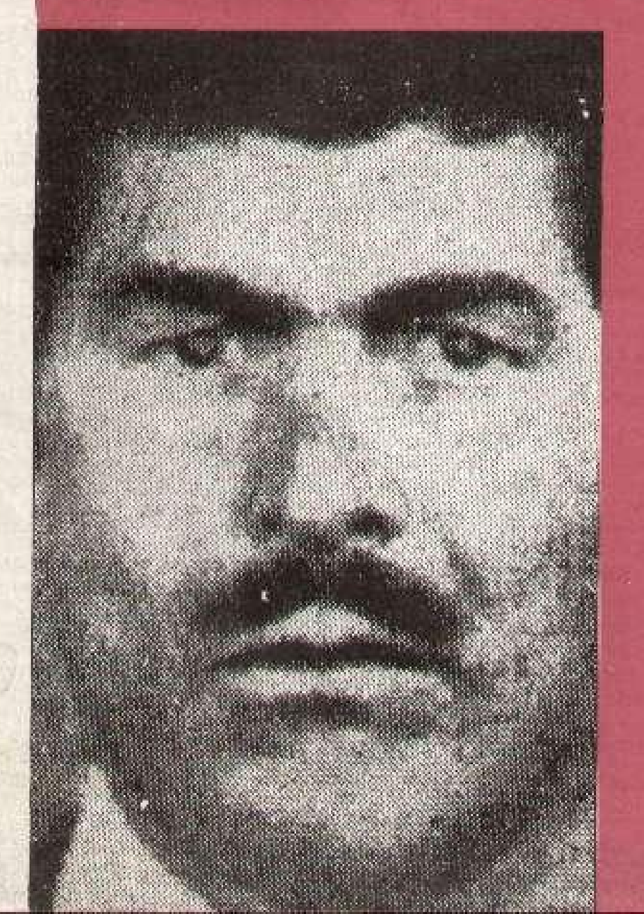
l'Humanité Rouge

BIMENSUEL

No 20 – du 8 au 22 décembre 1977 – supplément à l'Humanité rouge No 753

LA CRIMINELLE RESPONSABILITE DU GOUVERNEMENT



Laïd Sebaï assassiné

JUSTICE

LA MACHINE GRINCE

(PAGES 10-11)

LA BOURGEOISIE NOUS FRAPPE A LA CAISSE

PAR VOTRE SOUTIEN LE JOURNAL VIVRA

Ces dernières semaines quatre procès nous ont été intentés. Tout d'abord Le Pen, président du groupe fasciste «Front national», qui par deux fois a prétendu que nous avons porté «atteinte à son honneur». Puis le maire PCF de Martigues, le 25 novembre, à deux de nos diffuseurs ouvriers ! Soi-disant pour «embarras de la voie publique» ! Le jugement a été remis au 24 février. Le 4e procès aura lieu le 15 décembre. C'est un procès en diffamation, pour avoir repris à notre compte un communiqué du Comité d'information et de défense des victimes de la répression en Tunisie (section de Lille), qui qualifiait Ali Dalboul d'agent du parti unique tunisien (au pouvoir) et décrivait son activité.

La bourgeoisie s'inquiète du développement des marxistes-léninistes, elle croit nous abattre en nous frappant à la caisse. Plus que jamais le soutien de tous nos lecteurs est nécessaire, c'est ensemble que nous surmonterons les difficultés. Redoublons d'efforts pour gagner la bataille de la souscription qui est une bataille politique

Suppl. à réabt RB	60 F
" " AF	230 F
" " B. CL	2 F
" " RR.	180 F
CD Chou En-lai	214 F
CR	500 F
Suppl. à réabt. JCC	50 F
" " BB	30 F
" " MM	30 F
" " DC	30 F
" " ES	30F
" " GR.	20 F
" " B CL.	30 F
" " PY/BC.	30 F
" " FJJ.	50 F
" " LJP	10 F
" " UF	350 F
" " D.	100 F
0 F	
Ma modeste contribution à HR	400 F
Suppl. à réabt. Melle AM.	63 F
" " HL	30 F
" " RJ	30 F
" " RM.	44 F
" " OD.	100 F
" " B CH.	14 F
" "LF P.	144 F
" " P.	3 000 F
Pour que HR traverse ses difficultés financières JJCL	30F
RP	150 F
Supplt à réabt. CH J.	22 F
" " PP	30 F
" " LY	672 F
" " CH CH.	44 F
" " LB	200 F
" " PN	30 F
" " BG	80 F
Usines et quartier	400 F
DP Nord	250 F
CD F. Marty	250 F
Pour que vive le journal	
PJ1 ou M	800 F
CD Dimitrov	500 F
STP 400 F"	
Suppl. à réabt. SD	22 F
" " SC	40 F
La librairie	250 F
CD Varlin	20 F
CD 8 Mars	300 F
LT	200 F
GC	200 F
Pour le quotidien 8 pages grand format.	
O CH	1 000 F
CD M. Audin	200 F
Travailleur de la Lainière à Roubaix	100 F
Suppl. à réabt. GA	44 F
" " DD et tous ceux de la famille qui lisent	179 F
Suppl. à réabt. LP	72 F
" " ?	315 F
" " GJM	14 F
" " LB	44 F
" " DR.	30 F
" " B CH.	10 F
" " GC.	80 F
" " D AJ.	44 F
" " MR.	44 F
" " BM.	4 F
" " JM	80 F
Une sympathisante M.	100 F
Soutien à HR PM	300 F
C CH.	500 F
JJ Pour les 60 millions	300 F
GJ. Pour la souscription permanente.	200 F
CD Chou En-ali	1 000 F
Pour un parti ml unique	300 F
Quatre personnes d'une famille sans argent	1 116F
Des cheminots de l'Est	102 F
CD Garcia Sanchez	230 F
CD Geraudin.	66 F
CD MTT	400 F
Des camarades de l'Essonne	200 F
NJ de la part de toute la famille qui appécie le quotidien	47 F
JLC	50 F
KA 520 F	
PM 1re partie soucroption	200 F
Sue un marché.	17 F
Sur vente brochures.	35 F
Suppl. à réabt. QS	36 F
" " RD	30 F
" " JH	30 F
" " GJ	30 F
" " SL	230 F
" " LP	30 F
" " SL	230 F
" " LR	30 F
" " JP	1 044 F
" " PM	72 F
" " BJ.	16 F
" " MM	22 F
" " NG/LM	94 F
" " LY	44 F
" " PJR.	44 F
" " DPM	24 F
" " RM.	272 F
" " DJP	144 F
" "PP	10 F
" " BL	44 F
" " SU	200 F
" " NF	44 F
" " DG.	100 F
" " SJP.	44 F
" " JCL	44 F
" " LP	44 F
" " AL	14 F
" " LB	14 F
" " BA	14 F
Pour une presse au service du peuple FB	100F
JMP.	292 F
GP	3 F
CD Bob Kirchen	40 F
AF	100 F
Suppl. à réabt. VA	30 F
" " LMM.	30 F
" " CS	30 F
" " PF	10 F
" " JLC'	80 F
" " ALF	80 F
" " MM	80 F
" " JD	500 F
CD Jdanov	1 725 F
EM	1,20 F
Des ml de Paris	1 300 F
Un travailleur antillais	7 F
Souscrip Corbeil	10 F
CD Chrisostome	653 F
CD Moquet	200 F
CD E. Pottier	310 F
Cercles JCMLF	250 F
Vente de timbres - MD	46 F
Souscription Lozère	250 F
Deux c. pour le retour au 8 pages	200 F
Un étudiant travaillant le dimanche pour aider le journal	50 F
Suppl. à réabt. ST	44 F
" " SO	30 F
" " AD	10 F
" " DJP	30 F
" " JFP	80 F
" " GJ	30 F
" " BA	40 F
" " MLC	20 F
PCMLF	2 331 F
LCJ	100 F
CF Marty Ouest	16 F
JC CH	10 F
HR odoit vivre !	10 F
DD	244 F

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

l'Humanité Rouge

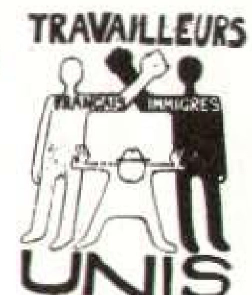
BIMENSUEL

Journal des communistes marxistes-léninistes de France

Dans ce numéro

L'assassinat de Laïd Sebaï Dénonçons les responsables

(Pages 7 et 8)





KGB: UN TRAVAIL TRES SPECIAL

(Pages 15 et 16)

LUTTES DANS LE NETTOIEMENT

(Pages 22 et 23)



L'Humanité rouge
BP 61
75361 Paris Cédex 18
CCP – 30 226 72 La Source
Commission paritaire No 57952
Distribution NMPP
Dépôt légal 4ème trimestre 1977
Directrice de publication
Suzanne Marty

Directeur politique : Jacques Jurquet. *Rédacteur en chef*, Henri Jour. *Rédacteurs :* Michel Bataille, Henri Berthault, Annie Brunel, Pierre Delaube, Jacques Duroc, Joël Fabien, Serge Laforge, Guy Lebreton, Philippe Leclerq, Evelyne Le Guen, Catherine Lemaire, Yves Lepic, Henri Mazereau Pierre Marceau, Jean Nestor, Lucien Nouveau. *Secrétaires de rédaction et maquettistes :* Claude Liria et Nicole Margerie. *Illustration :* Jean-Luc Boyer. *Administration : Arthur Lepuy, Henri Bernard, Sophie Retz.* Imprimerie La Nouvelle. *Directrice de publication : Suzanne Marty.*

Rapport sur les revenus des Français :

Le capitalisme c'est l'inégalité

Le Centre d'études des revenus et des coûts (CERC), organisme gouvernemental, vient de publier, à la demande de Barre, le premier rapport sur «les revenus des Français». C'est sur ce rapport que Barre a commencé à définir sa politique salariale pour 1976.

Il s'agit là d'un vaste projet mystificateur : le rapport dévoile l'existence d'inégalités et de grands écarts entre les revenus ; mais il veut faire croire que la politique gouvernementale, dans le cadre du régime capitaliste, peut et veut s'y attaquer, l'a déjà commencé et continue à le faire. Il masque les causes véritables de l'exploitation des travailleurs. Ses méthodes de calcul camouflent l'importance des problèmes posés. Mais, même ces chiffres officiels ne peuvent dissimuler les méfaits du capitalisme. Derrière eux, que se cache-t-il ?

Les bas revenus

Pour le CERC, les bas revenus sont inférieurs à 2 000 F par mois en 1976. Limitons-nous donc à cette catégorie.

Sur 16,6 millions de salariés à temps complet, 34 % (5,5 millions) gagnent moins de 2 000 F (voir tableau I). Sur un million de salariés à temps partiel, la plupart sont aussi au-dessous des 2 000 F.

A ces chiffres déjà considérables, il faut ajouter des chômeurs, des non-salariés... Le CERC reconnait un million de chômeurs. On sait que le Bureau international du travail en reconnait 1,6 million, cela montre au passage l'exactitude des chiffres du CERC !.

Au 31 décembre 1976, seuls 102 077 personnes bénéficiaient des 90 % et environ 400 000 des 40 % (ou moins). Tous les autres ne recevaient rien. En tout, ça fait environ 1,5 million de chômeurs au-dessous de 2 000 F (et souvent bien au-dessous !).

Parmi les non-salariés (petits paysans, commerçants, artisans...), le CERC parle de 800 000 actifs à moins de 20 000 F par an, donc à moins de 2 000 F par mois ! On en est déjà à 5,5 plus 1 plus 1,5 plus 0,8, ce qui fait en tout 8,8 millions de travailleurs à moins de 2 000 F, soit *40 % de la population active disponible.*

Mais ce n'est pas tout : deux millions de retraités et 250 000 handicapés ont un revenu maximum de 10 000 F par an, sans oublier les 2 170 000 accidents du travail (1976) qui entrainent des baisses de revenu imprévisibles. On voit que ceux dont les revenus sont les plus bas sont très nombreux dans notre pays soi-disant développé.

La grande bourgeoisie

Mais à côté des bas revenus, il y a des «hauts revenus». Et à leur égard, le rapport avoue ses faiblesses, «ces résultats sont très approximatifs», dit-il, entendons sous-estimés. Que touche l'ensemble des bourgeois monopolistes ? Mystère... on sait pourtant (d'après les déclarations d'impôts) que certains ont un revenu égal à 105 fois le SMIC, mais le CERC, lui, l'ignore. Il ignore que la loi générale de l'accumulation capitaliste du profit signifie la concentration des richesses entre les mains de cette minorité exploiteuse et l'appauvrissement de la masse des travailleurs, la diminution de la part de la classe ouvrière dans le revenu national.

En bref, la grande bourgeoisie reste très discrète sur ses profits : sur 320 pages, le rapport en consacre 6 aux «hauts revenus».

La hiérarchie capitaliste

La hiérarchie des revenus dépasse le 1 à 100. Voyons un peu les salaires moyens. En 1976, ils sont de 2 200 F pour les ouvriers, de 8 400 F pour les cadres supérieurs. Le CERC ajoute que ces chiffres masquent la dispersion des salaires à l'intérieur de chaque groupe, c'est évident.

Mais il tente de camoufler les écarts :

— d'abord en calculant le revenu par ménage. Comme les femmes des travailleurs travaillent le plus souvent, l'écart entre les ménages est plus faible qu'entre les salariés...

— ensuite, en invoquant la redistribution qui «a pour effet de réduire l'inégalité des revenus». Il s'agit de prélever les impôts, directs ou in-

(suite page 6)

TABLEAU I

VENTILATION DES SALARIÉS A TEMPS COMPLET SUIVANT LE MONTANT DE LEUR SALAIRE NET MENSUEL EN 1976

Salaire net en F/mois	Moins de 2000 F.	2000 à 2500 F	2500 à 3000 F	3000 à 4000 F	4000 à 5000 F	5000 à 6000 F	Plus de 6000 F	TOTAL
Agriculture	61	24	10	4	1	-	-	100 %
Industrie Commerce et services	37	22	14	15	5	3	4	100 %
Fonction Publique (agents de l'Etat)	10	26	23	26	9,5	2,5	3	100 %
Ensemble de ces 3 groupes	34	22,5	15	16	5,5	3	4	100 %

(page 53 du Rapport) paru dans «Le Monde» du 23 novembre, page 42.

CONTRE TOUS LES PARTIS BOURGEOIS DE LA MAJORITE ET DE L'UNION DE LA GAUCHE !

Le scrutin législatif de mars 1978, quels qu'en soient les résultats, ne changera rien au système capitaliste.

Mais nous utiliserons la légalité bourgeoise pour expliquer au peuple de notre pays que seule la voie révolu*tionnaire des ouvriers, des petits paysans et des masses* des changements réels et durables. Et nous dénoncerons les solutions mystificatrices des partis traditionnels, plan Barre, programme Chirac, magouilles centristes, Programme commun de 1972, Programme commun réactualisé, etc.

Nous combattrons tous les partis traditionnels de la bourgeoisie.

Nos lecteurs ont de manière quasi unanime approuvé l'initiative de présenter des candidats *«d'union révolutionnaire des ouvriers des petits paysans et des masses populaires»*, mais certains nous demandent ce qu'il faudra faire là où nous n'aurons pas de candidat.

Voici quelques éléments de réponse que vient de fournir le Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste de France à la suite de décisions prises à l'unanimité lors d'une session de son Comité central.

«... Les marxistes-léninistes méneront partout le même combat contre les partis traditionnels. Là où ne seront pas présents des candidats d'union révolutionnaire des ouvriers, des petits paysans, et des masses populaires, nous soutiendrons tout candidat hostile aux partis traditionnels au premier tour, s'il prend l'engagement public de refuser tout désistement au profit de l'un quelconque des candidats de ces partis au second tour.»

L'application concréte de cette indication est précisée comme suit:

«Au premier tour nous soutiendrons donc tout candidat se réclamant du marxisme-léninisme et de la pensée maotsétoung comme, par exemple, les camarades du Parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste), à deux conditions précises : s'il représente une candidature nullement ambiguë, totalement indépendante des formations trotskistes d'une part, s'il prend l'engagement de refuser tout désistement officiel ou implicite en faveur d'un candidat réformiste ou révisionniste au second tour, d'autre part ».

Cette prise de position nous semble justifiée par les manoeuvres en cours des sectes trotskistes, qui tentent d'entrainer le PCR (ml) dans des combinaisons électoralistes, sous couvert d'une phraséologie révolutionnariste, avec la perspective de ramener les suffrages d'électeurs révolutionnaires prolétariens au profit de candidats des partis bourgeois de la «gauche» au second tour. Il est vraiment regrettable que le PCR (ML) place ces candidatures sous le signe d'un «Front de lutte» pouvant comprendre des éléments trotskistes et qu'il ait refusé le principe de candidatures communes exclusivement marxistes-léninistes. Mais nous espérons que sa position n'est pas définitive. Nous n'en exprimons pas moins notre inquiétude sur certaines tendances opportunistes qui se manifestent dans ce parti, dont l'attitude au second tour n'est pas encore fixée.

Le PCMLF explique encore :

«...Nous soutiendrons aussi, le cas échéant, les candidats écologistes, qui auront affirmé sans réserve leur refus de désistement au second tour au profit de quelque parti traditionnel».

Cette prise de position correspond sans nul doute à la décision largement majoritaire prise par les écologistes de ne pas se laisser récupérer tant par le Parti socialiste que par quelque autre parti de droite ou de gauche. Enfin le PCMLF a expliqué :

«Un courant d'amertume et de désillusion a été engendré par la rupture de l'Union de la gauche, particulièrement chez certains électeurs du parti révisionniste. D'honnêtes travailleurs projettent de s'abstenir. Or, c'est la politique des dirigeants du PCF qui a provoqué à la fois les illusions et les désillusions sur l'Union de la gauche et le Programme commun. L'abstention ne saurait riposter efficacement dans les conditions actuelles aux manœuvres politiciennes des réformistes à la Mitterrand et des révisionnistes à la Marchais. Nous appelons à faire faire un pas de plus dans leur prise de conscience aux ouvriers, aux petits paysans et à tous les travailleurs écœurés par les partis traditionnels de la gauche. Dans ce but, là où ne seront pas candidats des marxistes-léninistes ou des militants hostiles aux partis traditionnels, nous devrons appeler tous ces électeurs à manifester leur colère en déposant des bulletins dont l'orientation sera : «Je vote pour la destruction du capitalisme, et pour l'instauration du socialisme et de la dictature du prolétariat !»...

Jacques JURQUET

Rapport sur les revenus des Français

LE CAPITALISME C'EST L'INEGALITE

Suite de la page 4

directs, et les cotisations sociales, et de «réaffecter» des prestations sociales, allocations-chômage, pensions qui doivent atténuer les méfaits du capitalisme, et qui d'ailleurs ont toutes été obtenues par la lutte. On s'aperçoit que les prélèvements touchent plus les ouvriers que les autres couches sociales (voir tableau II).

TABLEAU II

BILAN DE LA REDISTRIBUTION POUR CHAQUE CATÉGORIE PROFESSIONNELLE

	Revenu primaire	Prélèvements	Réaffectations	Revenu disponible
0. Exploitants agricoles	100	22,8	19,3	96,5
1. Salariés agricoles	100	46,2	34,1	87,9
3. Cadres supérieurs	100	41,8	11,3	69,5
5. Employés	100	45,2	23,1	77,9
6. Ouvriers	100	49,2	29,3	80,1
Ensemble	100	41,4	31,7	90,3

Faut-il s'étonner alors que seulement 44,7 % des ouvriers (contre 88 % des cadres supérieurs) partent en vacances, pour 25 jours en moyenne (contre 40 jours) ?

A bas le capitalisme

Le CERC dévoile quelques traits du capitalisme :

— le salaire moyen féminin est inférieur du tiers au salaire moyen masculin.

— le salaire moyen des immigrés est inférieur de 20 % au salaire moyen des Français.

— les salaires moyens en Corse et dans les communes rurales sont inférieurs de moitié au salaire moyen en région parisienne.

Nous savons que ces écarts ne pourront êre réduits efficacement que sous le socialisme, mais la lutte a déjà commencé. D'autant plus que le salariat s'étend : en 1976, 80 % des actifs sont salariés contre 64 %, il y a 20 ans. L'élimination des petits paysans et artisans en est bien sûr la cause.

Toujours plus de profits

Le CERC reconnait que la France est «parmi les pays développés celui où les disparités de salaires sont de loin les plus élevées». Et le but assigné par Barre à ce rapport est justement de montrer que les disparités diminuent, grâce aux plans gouvernementaux.

On a droit à un tableau (voir tableau III) qui se veut édifiant, mais qui montre seulement des évolutions parallèles des salaires depuis 20 ans, sans aucun resserrement sensible ; la bourgeoise s'attribuant au passage la hausse des bas salaires consécutive aux luttes de 1968...

La seule conclusion correcte est la suivante : si le salariat s'étend et si les écarts ne changent pas, cela signifie que l'exploitation aussi s'étend donc que les *profits augmentent.*

Mais le CERC se garde bien de présenter l'évolution historique des hauts revenus car il redoute «des réactions parfois vives ou orientées ne contribuant pas à une sereine appréciation des choses» ! Les réactions des marxistes-léninistes sont «orientées» par les intérêts du prolétariat, c'est pourquoi nous disons que le rapport du CERC est une mystification : la cause première de l'exploitation des travailleurs, de leur appauvrissement, c'est le mode de production capitaliste lui-même. Barre a beau reconnaitre qu'il reste beaucoup à faire et, en sous-entendu, qu'il va s'y atteler, dans sa lettre pour remercier l'équipe du CERC ; mais nous savons ce que cela signifie : poursuivre sa politique d'austérité.

Catherine LEMAIRE

(article rédigé avec un lecteur)

TABLEAU III

ÉVOLUTION DE DIVERS INDICATEURS DE SALAIRES DEPUIS 1955

	1955	1967	1970	1976
En indice	100	171	276	673
Taux horaires ouvriers (indice) (1)	100	243	331	746
Gains mensuels (indice) des employés des techniciens	100	262	350	731
et maitrise	100	256	336	678
Traitement des fonctionnaires (indice)	100	237	310	608

Sebaï Laïd assassiné à l'Amicale des Algériens en Europe

DENONÇONS LES RESPONSABLES !

«Delta» tel est le nom de l'organisation de gangsters politiques qui revendiquent l'attentat effectué le vendredi 2 décembre au siège de l'Amicale des Algériens en Europe. «Delta» joint la menace au crime, contre les travailleurs français et immigrés. «Delta» se sont les nostalgiques du fascisme dans notre pays. Mais derrière eux se cache le gouvernement lui-même !

Vendredi 2 décembre, vers 9h 30, Sebaï Laïd, Algérien, gardien de nuit aux locaux de l'Amicale des Algériens en Europe est assassiné par des fascistes. Il a 46 ans, il est père de quatre enfants. Sa famille était restée en Algérie. Il est abattu d'une dizaine de coups de révolvers. Il semble que l'homme visé était en fait le président de l'Amicale, Abdelkrim Gheraïeb, qui devait arriver quelques minutes plus tard.

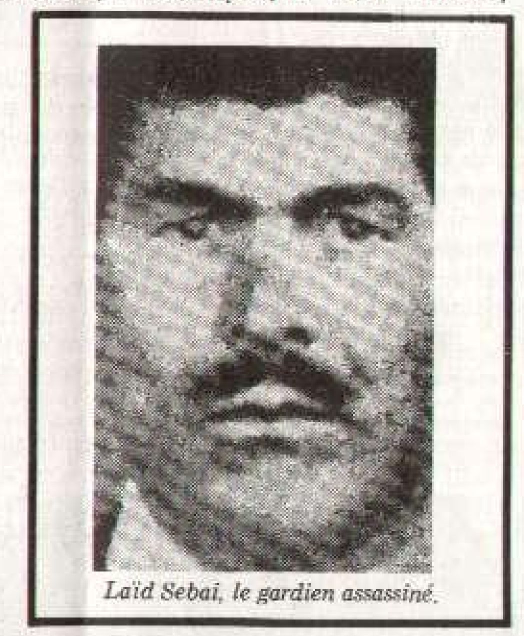
Assassinat fasciste et politique

Le communiqué de «Delta» s'en prend au mouvement de libération nationale du Front Polisario, il menace directement tous les travailleurs, français et immigrés, les organisations françaises politiques et syndicales qui soutiennent le Polisario. Cet attentat ne devait pas tarder à faire des émulles : menaces et attentats suivaient.

C'est plus qu'un crime raciste, c'est un assassinat raciste, fasciste et politique !

Si le groupuscule qui revendique un tel acte se nomme «Delta» c'est en souvenir des commandos OAS du même nom, qui par le terrorisme prétendaient maintenir la domination coloniale française en Algérie. Les méthodes et l'idéologie de l'OAS relevaient du fascisme le plus clair.

Cet attentat est survenu après toute une campagne de propagande contre le Front Polisario, contre l'«indulgence» dont ferait preuve le gouvernement français à son égard.



Laïd Sebaï, le gardien assassiné.

Cet attentat survient aussi après toute une campagne raciste menée sur le thème : «Dehors les Arabes responsables du chômage !» Le lien que font les assassins est simple à définir : Boumédienne soutient le Polisario et les Algériens sont la cause du chômage en France.

C'est donc toute une campagne politique, cohérente dans sa logique fasciste et criminelle, une campagne raciste à l'intérieur du pays, et colonialiste à l'exrérieur. Quant aux méthodes, ce sont celles des colons racistes qui pratiquaient le plasticage et le terrorisme en Algérie durant la guerre de libération nationale du peuple algérien.

LA PREUVE

Voici un extrait du journal «Les cahiers européens», du Front national du sieur Le Pen :

«Le Front national de la jeunesse a fait la preuve de l'efficacite de sa nouvelle équipe d'animation, par l'action d'un commando de militants dirigé contre le Consulat général d'Algérie, lundi soir 4 novembre à 10 heures. L'opération s'est parfaitement bien passée, après avoir été préparée avec la discrétion nécessaire, ce qui a évité toute «interférence» policière facheuse. L'action du FNJ n'est que la première d'une série d'opérations qui doivent établir le FNJ en tant que force militante parisienne importante dans un délai de deux mois environ.

«Plusieurs milliers d'affiches exigeant l'emploi de la force pour libérer les otages du Polisario ont été collées à Paris en cinq jours, délai qui a suffi pour épuiser tout le tirage et qui montre que le FNJ, chargé de toute cette campagne par la direction du Front national était parfaitement capable de remplir correctement sa mission».

Ils revendiquent des «actions de commando» en toute liberté, parce qu'ils sont couverts, bien couverts, en haut lieu, par les hommes du gouvernement. C'est indiscutable.

Mais qui a lancé publiquement, officiellement, ouvertement et avec tous les moyens que donne le pouvoir, cette même campagne honteuse, si ce n'est le gouvernement lui-même ?

Assassinat télécommandé

Qui a accusé les immigrés d'être trop nombreux en France, d'être la cause du chômage ? Le Premier ministre Barre.

Qui a mis en place une série de mesures politiques pour expulser les immigrés, les couper de leur famille, arrêter l'immigration par la force ? Le ministre Stoléru.

Qui a voulu faire passer le Front Polisario pour une bande de terroristes sans foi ni loi ? Qui a tout fait pour jeter de l'huile sur le feu alors que le Polisario voulait négocier ? Qui convoite les mines et les richesses naturelles du Sahara Occidental ? Qui a fait peser la menace d'une intervention militaire contre le peuple saharoui ? Qui est allé jusqu'à procéder à des déplacements de troupes ? L'État des monopoles que gouverne Giscard.

Dès lors, quoi d'étonnant à ce que quelques nostalgiques du «temps béni des colonies» en rajoutent, menacent directement la vie des travailleurs

Souvent, ces attentats sont le fait d'organisations de type fasciste créées pour la circonstance : *1973 : attentat contre le consulat d'Algérie, 5 morts. L'attentat est revendiqué par un «Groupe Charles Martel», du nom de Français qui au Moyen-Age, arrêta une invasion arabe à Poitiers. Cette mystérieuse organisation réapparait quatre ans plus tard, cette année, en déclarant avoir enlevé deux Algériens en représailles des actions du Polisario.*

Très souvent, aussi ces attentats restent sans suite au niveau des poursuites policières et judiciaires : *29 novembre de cette année : attentats contre les locaux d'Air-Algérie et de l'Office du tourisme algérien. Heureusement, aucune victime. La police aurait arrêté deux personnes, transportant une bombe. On ne sait toujours pas de qui il s'agit, s'ils sont inculpés, de quoi... Très curieux silence, pour le moins.*

Presque toujours, enfin, ces attentats sont précédés et suivis de campagne de propagande politique et d'intoxication, par des organisations d'extrême-droites connues, ayant pignon sur rue et dont les organisateurs sont connus : *Depuis quelques semaines : affiches, bombages à la peinture sur les murs, tracts, affiches et manifestations appellent Giscard à se montrer plus ferme, exigent «Les paras à Alger», crient «Boumédienne assassin» ou réclament «L'armée en Afrique du Nord». Ces slogans sont communs au Parti des forces nouvelles et aussi au Front national de Le Pen (ou au Front national de la jeunesse).*

français et immigrés, passent aux actes ? Ces fascistes qui assassinent dans l'ombre sont couverts et couverts en haut lieu !

Mais il est fini le «temps des colonies», le temps où une poignée de capitalistes français pillaient les pays du tiers monde. Les peuples qui se sont déjà libérés développent leur pays. Les peuples des «colonies» françaises et les travailleurs immigrés relèvent la tête et luttent.

C'est fort de tout cet énorme mouvement des masses que nous saurons répondre comme il se doit aussi bien à la poignée de fascistes qui ont tué Sabaï Laïd qu'à ce gouvernement qui autorise, cautionne et dirige ces exécuteurs de besognes honteuses.

Philippe LECLERQ

Au fur et à mesure que se développait la guerre d'Algérie, de plus en plus de jeunes Français refusèrent de faire cette «sale guerre». Malgré la répression du gouvernement colonialiste, malgré la terreur que faisaient régner les bandes armées comme l'OAS, malgré les sanctions du haut-commandement militaire, ils désertaient : c'étaient les «insoumis».

Sur notre photo : manifestation autour de la prison de la Roquette, à l'appel du Font de libération nationale algérien, pour soutenir les emprisonnés, durant la guerre d'Algérie.



Les législatives de 78 et nous

AUJOURD'HUI : PARIS 2e-3e

Le Paris populaire de toujours

Historiquement, c'était un des premiers quartiers ouvriers de Paris, avec de nombreux artisans et de petits ateliers. Sa population a des traditions anciennes de lutte révolutionnaire (tant en 1789, que pendant les journées de 1830, 1848 et lors de la Commune de Paris).

L'offensive de la bourgeoisie sur le quartier est ancienne : les grands travaux d'Haussmann, l'installation des Halles, puis des grands magasins, aujourd'hui la rénovation bourgeoise à grande échelle, les constructions de prestige (Beaubourg) tout cela se fait en opposition avec les intérêts de la population du quartier qui lutte avec acharnement.

Sur ce quartier, au centre de Paris, se sont également installés quelques grands centres administratifs tels que «la Recette principale de Paris» (centre de tri postal), Inter-Archives (central téléphonique), la Caisse d'Épargne de Paris.

La base de ce quartier reste encore populaire, avec des conditions de vie très dures (il y a ce que la bourgeoisie appelle des taudis, qui abritent les plus exploités comme les travailleurs immigrés).

La contradiction principale dans le quartier est entre sa base populaire et l'offensive permanente de la bourgeoisie pour en faire un parfait centre du Paris des affaires et du tourisme.

Les forces politiques

Lors des dernières élections municipales, les rivalités sur Paris entre le clan Chirac (RPR) et le clan D'Ornano (Giscard-Barre) avait tourné au désavantage de ce dernier. Dans la 2e circonscription, Dominati n'avait pas été élu, c'est le PS qui avait bénéficié de l'affaire : c'est Dayan faisant équipe avec J. Attali (l'économiste en chef du PS) qui est passé. Cette fois, Dominati (qui est le député sortant, giscardien) est le candidat unique de la majorité aux législatives. Il est actuellement secrétaire d'Etat chargé des rapatriés.

Le PS et les radicaux de gauche présentent un candidat unique. Le PCF, quant à lui, présente le dénommé Claude Quin, rédacteur en chef de la revue «Économie et politique». Un spécialiste !

La cellule Maurice Audin du Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF) est d'ailleurs intervenue au meeting où ce «grand spécialiste» aurait dû faire des prouesses ! Le résultat : les chefs révisionnistes ne pouvaient plus parer les coups, leurs arguments tombant à plat. Quant à la lutte des habitants du quartier du Marais, Quin débarque !

Pour le secteur, les axes d'intervention sont : d'une part la question du logement qui est particulièrement brûlante dans le Marais*, et des problèmes qui s'y rattachent plus ou moins directement tels que la situation de nos frères immigrés (dans le quartier des Halles par exemple) et les problèmes des jeunes.

D'autre part, les entreprises avec entre autres la *«Recette principale»* (PTT) et la Caisse d'Epargne, où dans chacune d'entre elles il y a une cellule du PCMLF.

Des candidats de lutte

La décision de présenter un candidat marxiste-léniniste dans ce secteur, (Roland Mérieux, ouvrier de la canalisation-gaz à l'EDF) est étroitement liée aux luttes qui s'y sont déroulées, notamment contre les expulsions, contre cette véritable agression de la ville de Paris, qui n'a fait que s'accentuer avec l'élection de Chirac à la mairie de Paris, par l'intermédiaire de la régie immobilière (RIVP). Des marxistes-léninistes de l'Humanité rouge et du PCMLF ont apporté leur soutien total à la lutte des habitants et continueront à le faire. Ils parleront de ce que le pouvoir et les dirigeants PCF cherchent à cacher, étant uniquement préoccupés par les bulletins de vote.

Pour le camarade Raymond Biger, candidat suppléant, qui travaille au centre de tri (Recette Principale» (à côté du Louvre), ce seront également les préoccupations, les problèmes des postiers, leurs luttes, qui seront défendues et popularisées.

Serge LAFORGE

Depuis plus de 15 ans, Paris est assiégé par la rénovation immobilière qui est la cause des expulsions. Pendant deux ans, de nombreuses luttes se sont déroulées notamment sur le quartier du Marais. L'inter-comité est la fédération des comités d'habitants de tout le Marais. Il réclame la réfection légère. (Ci-contre, mobilisation des femmes pour empêcher des expulsions).



Justice

LA MACHINE GRINCE

Des manifestations d'avocats jusqu'aux protestations des syndicats de juges, quelque chose est en train de se passer dans le milieu de la justice. L'affaire Klaus Croissant y est pour beaucoup. C'est tout le rôle de la justice dans notre pays que certains juges remettent en cause.

La première question posée par les magistrats, la plus délicate, c'est celle de l'indépendance de la justice.

«Nous voulons notre entière indépendance».

«Ce que nous voulons, c'est un statut qui assure notre entière indépendance et qui nous préserve même de toute suspicion. L'inamovibilité n'est pas suffisante. Nous voulons un organisme qui puisse assurer cette indépendance et nous ne cesserons de lutter pour l'instauration d'un tel conseil». Ce sont là les propos tenus, à Rennes, par le très modéré président de l'Union syndicale de la Magistrature, lors du colloque annuel du syndicat, le 27 novembre.

Ce contre quoi se lèvent les juges, ce sont les interventions directes et permanentes de l'État dans le cours de la justice.

Il existe théoriquement, sur le papier, une division des pouvoirs en France, selon la Constitution : le pouvoir législatif (le parlement qui fait les lois), le pouvoir exécutif (le gouvernement qui les applique et les fait appliquer), le judiciaire (les tribunaux).

Mais cette séparation des pouvoirs n'a jamais existé dans les faits. N'y a-t-il pas collaboration constante entre la police, la justice, tout cela sous la houlette de ceux qui nous gouvernent ?.

Un appareil d'État

D'ailleurs cette indépendance peut-elle exister ? Le Syndicat de la Magistrature, ceux que la presse bourgeoise appelle parfois «les juges rouges» tenaient leur 10e Congrès, aussi le 27 novembre, à Paris. Plusieurs fois, il fut répété : «Nous faisons partie de l'appareil d'État». Et il est clair que l'appareil d'État est là pour servir l'État...

Le Syndicat de la Magistrature fait là preuve d'une clairvoyance certaine. Mais alors, peut-on revendiquer l'indépendance de la justice par rapport au pouvoir ? C'est illusoire.

D'ailleurs, bien des juges du syndicat de la Magistrature en ont fait l'expérience. ! Quand ils ont voulu retourner les lois contre les patrons, quand ils ont mis certains patrons en détention préventive pour mépris des règles de sécurité du travail ayant entrainé la mort d'ouvriers, que s'est-il passé ? Quand Monique Guemann rappelle que la loi française n'autorisait pas l'extradition de Croissant, elle ne fait que son métier, et que s'est-il passé ?

A chaque fois, ce sont des sanctions : mutations, dossiers retirés, blâmes, suspensions... L'État ne peut admettre que des juges fassent autre chose que de garantir l'ordre et comme l'ont dit certains congressistes du Syndicat de la Magistrature, l'ordre au service de qui, si ce n'est du pouvoir d'État.

Un signe

La grogne qui se manifeste chez les juges a dès lors valeur de symbole. C'est la justice bourgeoise qui se fendille de l'intérieur. Le rapport présenté au congrès du Syndicat de la Magistrature aborde bien la question : en cette période de crise, l'État a de plus en plus besoin d'avoir tout l'appareil d'État bien en mains.

L'État capitaliste en arrive ainsi à transgresser ses propres lois, ses propres principes. L'affaire Croissant en apporte la preuve.

Il est salutaire que dès lors des juges se dressent et acceptent de plus en plus difficilement le travail que l'on veut leur faire faire.

C'est ainsi que le congrès a voté la motion suivante : *«Le Syndicat de la Magistrature rappelle son opposition à l'extradition en matière politique et affirme qu'il est du devoir des magistrats de dénoncer, dans la juridiction et ailleurs, les atteintes graves portées contre le droit d'asile et les droits de la défense».*

L'affaire Klaus Croissant aura donc été là encore un détonateur important. Elle montre que non seulement la justice n'est en rien indépendante de l'État, puisque le procès était clairement joué d'avance, mais que les grands principes démocratiques dont se drape la bourgeoisie, comme le droit d'asile, n'ont aucune valeur à ses yeux quand il s'agit de défendre ses intérêts.

Philippe LECLERQ

« IL FAUDRA QUE JE DEMANDE A PEYREFITTE SI JE NE PEUX PAS FAIRE EXTRADER CERTAINS JUGES FRANÇAIS ... »

Valentin



Monique Guemann, premier substitut au tribunal de Draguignan, a pris position publiquement, au cours d'une audience, dans l'exercice de ses fonctions, contre l'extradition de Klaus Croissant. Maitre Guemann est aussi vice-présidente du Syndicat de la Magistrature. Ce sont là autant de griefs inadmissibles aux yeux du gouvernement. La magistrate a été suspendue de ses fonctions pour une durée indéterminée.



Le jour de l'extradition de K. Croissant, de nombreux avocats ont vigoureusement protesté et manifesté également. Vers 13 h 30, une centaine d'entre eux se réunissaient à l'appel du Mouvement d'action judiciaire dans la grande cour du palais de Justice de Paris. Malgré la police qui les en empêchait, ils parvenaient à pénétrer dans le palais et manifestaient longtemps devant la Chambre d'accusation. Ils portaient des pancartes avec les noms des avocats allemands poursuivis par le gouvernement de Schmidt.

Des manifestations eurent lieu après le jugement devant le ministère de la Justice, devant la prison de la Santé. Des heurts se sont produits avec les policiers. Une délégation d'avocats et d'associations de ceux-ci s'est rendue au ministère de la Justice pour protester contre l'extradition. Le porte-parole du «Syndical des avocats de France» a déclaré que «cette décision était contraire à toute la jurisprudence qui existe en la matière», d'autant plus que la Chambre d'accusation a rejeté dans les débats tous les motifs graves qui avaient été relevés contre Croissant. Six organisations de juristes et d'avocats se sont élevés contre l'extradition qui «constitue une grave violation des droits de la défense et du droit d'asile et rompt avec la jurisprudence traditionnelle en France».

IL FAUT CONTINUER A SOUTENIR KLAUS CROISSANT

«Je ne mettrai jamais fin à ma vie par un suicide» Klaus Croissant

Madame Marie-France Schmidlin, avocate de Klaus Croissant, est venue au congrès du Syndicat de la Magistrature faire un récit L'avocat allemand, Me Groenwoch, devait lui aussi intervenir.

Je voudrais vous transmettre les remerciements de Klaus Croissant qui dissocie absolument le peuple français du gouvernement français. Je voudrais vous dire comment s'est passée l'extradition de Klaus Croissant.

Peu avant, nous nous rendions compte qu'il y avait un climat très spécial et nous avons averti différentes personnalités pour leur demander d'aller devant la Santé. Le pourvoi en cassation avait déjà été enregistré. En quittant Klaus Croissant, je lui ai dit : *«tu as le recours tout préparé. Si on veut t'amener, proteste, ameute la population, nous serons dans la rue et toute la nuit, nous monterons la garde».*

En fait, quand il est sorti, nous étions en train de nous faire charger par les brigades spéciales. *«Je savais que vous étiez là,* m'a-t-il dit. *J'ai crié, on m'a battu, brutalisé».* A huit heures, le surveillant chef et quatre gardiens se sont présentés pour lui demander de les suivre. Il a compris que c'était l'extradition. Il a résisté. Il a été agressé par cinq gardiens, on l'a étouffé par une prise, on l'a traîné dans la salle des empreintes de la Santé où on lui a notifié le décret. Il a dit qu'il avait le pourvoi et l'a donné au sous-directeur. Puis , comme on lui a demandé de suivre, il a fait de nouveau ce que ses avocats lui avaient demandé de faire : ameuter. On lui a mis du gaz asphyxiant dans le nez, la bouche, on l'a habillé, jeté au fond d'une fourgonnette avec deux malabars, un gorille, un capitaine de gendarmerie. Les voitures sont sorties à toute vitesse. Pendant ce temps-là, on se faisait charger par les brigades spéciales avec une grande violence. Il a été transporté en voiture, escorté par d'autres voitures et des motards jusqu'à Strasbourg où l'aéroport était gardé jusqu'aux dents par les militaires. Là, un hélicoptère allemand l'a chargé pour le déposer à 2 H 10 du matin à Stammheim. Voilà les circonstances, si peu glorieuses pour le gouvernement français, de l'extradition de Klaus Croissant.



Peu avant l'extradition de Klaus Croissant.



La prison de Stammheim où est enfermé K. Croissant. Des rondes ont lieu continuellement.

Il se trouve maintenant dans la prison de Stammheim dont la réputation n'est plus à faire. Quand je suis arrivée, j'ai été fouillée de fond en comble : briquet, paquet de cigarettes, stylo, tout m'a été enlevé. Si vous apprenez un jour que j'ai fait entrer un char de trente tonnes à Stammheim, n'en croyez rien ! Avant chaque visite, Klaus Croissant est mis complètement nu et changé de vêtements, de même après la visite. Il est dans une cellule, au rez-de-chaussée, au secret absolu, isolé des autres détenus, et n'a que le droit de voir ses avocats une demi-heure par jour. Il est sous la surveillance constante des gardiens, un judas de trente centimètres restant ouvert en permanence à la porte. Il a fait une demande pour que ce judas soit fermé au moins à quelques moments de la journée. Au début, il était dans la lumière jour et nuit. Maintenant, il n'y a plus d'électricité jour et nuit, l'ampoule est peinte en bleu, mais déjà on remarque que ce bleu s'écaille étonnament.

Il a le droit de se promener une heure par jour au huitième étage sur une terrasse et entend les bruits de démolition dans les cellules où ont été assassinés ses anciens clients en dessous. Il s'avère que le gouvernement allemand a décidé de détruire complètement les cellules.

Un point inquiète beaucoup : la nourriture est fournie par le judas, ce qui fait qu'il ne peut surveiller si elle vient bien des casseroles. Les avocats ont peur qu'il ne soit empoisonné et ont demandé qu'il puisse surveiller si sa nourriture vient des casseroles. Il est inondé de lettres de menaces de mort et ses avocats aussi ; dans la première lettre, il y avait une tête de mort avec l'inscription : «bientôt ce sera toi». La cellule est fouillée et pourtant il a découvert une lame de rasoir, pendue à la porte. Or, il se rase sous la surveillance de deux gardiens. Il a aussitôt appelé les gardiens et ils ont trouvé trois autres lames de rasoir. Cela prouve une poursuite de la haine contre Klaus Croissant et aussi contre tous les avocats allemands. Le 17 novembre, le gouvernement a délivré un mandat d'arrêt de dix sept points qui vise d'autres chefs d'inculpation. Notamment on l'accuse d'avoir soutenu les détenus qui refusaient de faire la grève de la faim en agissant comme membre d'une association criminelle.

Je vous demande de faire l'impossible pour continuer à soutenir, à informer sur la situation faite à Klaus Croissant et aux avocats allemands.

Propos recueillis par Jean NESTOR

«En nous aidant c'est vous-mêmes que vous aidez» *Intervention de Maître Groënwoch.*

Je suis l'un des avocats allemands poursuivis pour avoir assuré la fonction de défenseurs de mes clients. Déja en 1970, je suis tombé sous le coup d'une interdiction professionnelle. Annulée en juillet dernier, elle a été rétablie en octobre sous prétexte que j'avais soutenu une grève de la faim. Je dois passer en procès en janvier à Hambourg devant la Cour d'appel des délits politiques. J'ai soutenu la grève de la faim que mes clients faisaient contre les conditions de détention. Or, l'article de loi sur lequel se base le procureur général concerne le soutien à une association de malfaiteurs et à une association criminelle. Je voudrais parler de la décision de la Chambre d'appel de Paris concernant l'extradition de Klaus Croissant . Elle doit être dénoncée car elle met en danger la vie-même de Klaus Croissant et en finit avec le droit d'asile... mais ce n'est pas un plein succès pour le gouvernement allemand, car le deuxième mandat qu'il a lancé pour étendre l'accusation a été refusé. Cela est dû au large soutien que Klaus Croissant a rencontré en France et nous en sommes très reconnaissants. Plus de soixante avocats et défenseurs sont actuellement l'objet de la persécution des autorités.

Dans le conflit entre les citoyens et l'État nous pensons que notre place se trouve aux côtés des citoyens. Dans le conflit entre les citoyens et la police, nous pensons que notre place se trouve aux côtés des citoyens. Voilà pourquoi on nous persécute: En nous soutenant contre cette répression vous nous apportez une aide précieuse. Mais c'est aussi vous-mêmes que vous aidez contre une répression à venir de l'État français...

Le lendemain on apprenait que Mademoiselle Monique Gueman, vice présidente du syndicat de la Magistrature était suspendue pour une durée indéterminée pour avoir protesté au tribunal de Draguignan contre la honteuse extradition de Croissant.

Me Schmidlin, avocate de Croissant, montre la lettre où il affirme qu'il ne se suicidera jamais.



Les écologistes face à la gauche

Un choix politique

Les écologistes ont d'ores et déjà pris un certain nombre de décisions quant aux élections législatives : dans leur majorité, ils expriment leur refus de se placer sur le terrain des partis traditionnels, qu'ils soient de droite ou de gauche. Cela n'a pas plu aux partis de gauche, surtout au PS et au PSU qui espéraient autre chose et qui aujourd'hui, accusent les écologistes d'être apolitiques et même poujadistes.

Or, les décisions prises majoritairement par les écologistes sont non seulement des décisions politiques mais encore des décisions politiques clairvoyantes.

Verts ... de rage

Le PS s'ent est pris plusieurs fois assez violemment aux écologistes, ceux que l'on appelle aussi les verts. Les écologistes sont accusés de *limiter l'importance de la lutte des classes*, de devenir du fait même *«les artisans de leur propre défaite»*. Et le parti de Mitterrand de préciser que lui aussi, il est vert, mais que de plus, il se bat sur le *«bon terrain»*, celui de la politique.

En fait, si Mitterrand est vert, ce ne peut être que vert de rage, car les appels du PS aux écologistes restent quasiment sans effet.

Autre parti ayant fait de grands appels aux écologistes, le PSU du glorieux Mousel. Dans un article publié dans «Politique-hebdo», Mousel avait appelé les écologistes à participer à son «Front autogestionnaire». Là aussi les appels sont restés vains.

Mousel ne se prive pas lui non plus de qualifier la décision de non-désistement des écologistes de *«apolitisme de façade», «apolitisme de bon ton» «poujadisme»*.

La politique de Malville

Dire comme Mitterrand que les écologistes sont des *«Ponce Pilate»*, qu'ils se lavent les mains de la politique est tout simplement scandaleux. A Malville, pour ne prendre que l'exemple le plus connu, c'est bien l'État lui-même que les écologistes ont délibérément affronté en résistant aux gardes-mobiles. Ce choix est bien un choix politique, un acte politique.

De même refuser la droite comme la gauche, c'est bien un acte politique, qui plus est, un acte politique clairvoyant.

La question dépasse largement les élections de 1978. Le problème est bien plus vaste que de savoir si les voix écologistes seront ou non récupérées au second tour. La question de fond est de savoir si les dizaines, les centaines de milliers de personnes qui se recommandent de l'écologie placeront ou non leurs espoirs dans les élections, s'ils joueront le jeu de ce que Lénine appelait «le crétinisme parlementaire».

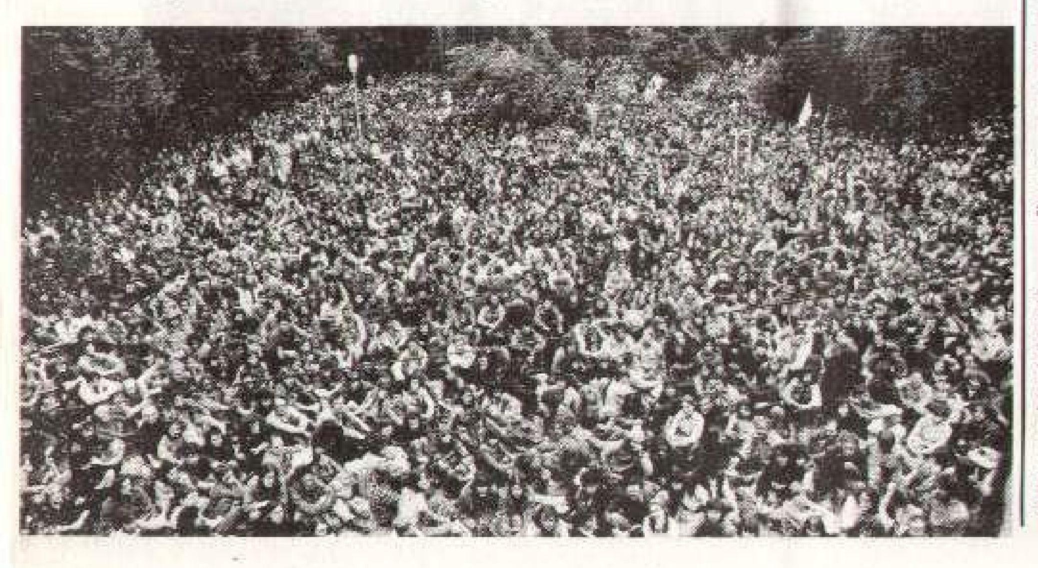
Les écologistes ont choisi la politique de la lutte quotidienne sur le terrain. Les élections ne seront pour eux qu'un moyen de se donner une tribune pour leurs idées. Ils sont antiélectoralistes, dans leur majorité. Comme on le voit, c'est bien de la politique. Mais ce n'est pas la politique qui fait l'affaire de Mitterrand, de Mousel et compagnie...

Philippe LECLERQ

C'est à une forte majorité que le mouvement *Écologie 78*, regroupement pour les élections législatives, a fait le choix de ne pas se désister entre les deux tours, ni pour la gauche, ni pour la droite. Cette idée a notamment été défendue par Philippe Lebreton. Brice Lalonde, proche de la «gauche autogestionnaire» a quitté la salle de réunion en claquant la porte, ce jour-là.

Il existe un autre mouvement écologique qui présente des candidats : *SOS environnement*. Ce mouvement a non seulement refusé de se désister pour qui que ce soit, mais de plus, il a décidé de maintenir ses candidats qui auraient au premier tour plus de 12 % des voix. Toujours dans le but de ne favoriser ni la droite ni la gauche par un quelconque transfuge des bulletins de vote. Une des figures connues de SOS-Environnement se nomme Jean-Claude Delarue.

Malville, août 1977. Plusieurs dizaines de milliers de personnes venues dire non à la politique nucléaire du gouvernement, malgré l'interdiction de la manifestation et l'intervention des flics.



KGB

Un travail très spécial...

On connait désormais bien des choses sur les activités souterraines de la CIA à travers le monde entier. Son équivalent soviétique, le sinistre KGB, ne lui cède en rien dans le domaine de l'espionnage, de la contre-information, de la subversion, des assassinats politiques.

Un exemple : en moins de 10 ans, 36 pays ont expulsé des diplomates russes pris en flagrant délit d'espionnage économique ou politique.

Et en France ? En 1972, un rapport gouvernemental recensait 250 agents identifiés du KGB dans notre pays. Ils seraient, en fait, plusieurs milliers, camouflés sous les activités de l'ambassade soviétique — une moderne forteresse hérissée d'antennes — des consulats, de la Chambre économique, de l'Association France-URSS.

Périodiquement, des espions russes sont expulsés de notre pays, mais avec discrétion, le gouvernement français distribuant ses avertissements sans vouloir trop irriter Moscou.

La France intéresse de près le social-impérialisme. Sa situation politique, sa position géographique qui la dote de frontières naturelles perméables avec cinq pays européens, en font une cible de choix. Pas seulement pour la collecte de renseignements, mais aussi pour l'intervention directe, l'organisation de réseaux subversifs destinés à favoriser les projets de Moscou.

Un coin du voile

Le 11 octobre 1977, cinq Français étaient arrêtés par la DST (Direction de la sûreté du territoire) et aussitôt inculpés, par la Cour de sûreté de l'État, d'intelligence avec une puissance étrangère. Ils sont tous accusés d'avoir fourni des informations militaires et techniques de nature diverse.

Leur chef de réseau, Georges Beaufils, disposait de moyens clandestins pour correspondre avec «l'étranger» (radio, matériel de décryptement, etc.).

En tant que tel, il connaissait de nombreuses personnalités politiques et militaires. Il est actuellement détenu au secret dans la prison de Fresnes.

Quelques jours plus tard, Henri Curiel, 63 ans, sans profession ni ressources connues, était arrêté par la DST à son domicile parisien et discrètement conduit dans un hôtel de Dignes où il est désormais placé en résidence surveillée. Un coin du voile était ainsi levé sur l'une des nombreuses ramifications du KGB dans notre pays.

Curiel s'était publiquement vanté de ce que son dossier *«était le plus gros que possède la DST»*.

Des pistes qui se recroisent

Son histoire est étrangement sinueuse. Né dans une riche famille égyptienne, il milite, dans les années 30, dans les rangs du Parti communiste égyptien. Expulsé par Nasser, il vit alors successivement à Athènes, Paris, Rome, Prague et, à partir des années 60, se prononce en faveur des thèses soviétiques.

Plus tard, installé à Paris, il crée le réseau «Solidarité», devenu par

L'URSS est devenue aujourd'hui une puissance impérialiste agressive. Les espions russes dans le monde servent les buts agressifs de Moscou.

Quant aux partis, comme le PCF en France, ils sont eux aussi devenus des partis qui ne sont plus communistes. Certains de leurs membres sont devenus des agents spéciaux de Moscou.

Dénoncer ces gens-là, c'est donc, aujourd'hui combattre non pas le socialisme, mais le social-impérialisme russe.



Espionnage et subversion

Au service de la contre-révolution

Les activités d'espionnage pratiquées par le KGB n'ont rien à voir avec le socialisme et la révolution ; elles se situent dans l'autre camp : celui de l'impérialisme et de la réaction. L'espionnage, la corruption, la subversion, l'assassinat politique sont des méthodes inhérentes à la stratégie d'ensemble du social-impérialisme qui, comme l'autre superpuissance et plus encore, cherche à destabiliser la situation politique de nombreux pays pour y asseoir sa domination. Ils sont des instruments de ses plans agressifs pour réaliser le vieux rêve d'Hitler : devenir maître du monde.

Moscou ose encore invoquer l'internationalisme prolétarien pour justifier les subversions qu'elle organise dans de nombreux pays du tiers monde, comme l'Angola, et du second monde, au service de ses seuls intérêts. Mais ses protestations vertueuses sont en contradiction flagrante avec la juste thèse marxiste-léniniste qui affirme que la révolution ne s'exporte pas, que c'est au peuple de chaque pays concerné qu'il appartient, et à lui seul, de mener à bien la révolution dans son pays.

C'est ce que le Parti communiste chinois a de nombreuses fois rappelé en désavouant formellement la pratique de l'espionnage et de la subversion.

KGB

Un travail très spécial...

(Suite de la page 15)

la suite «Aide et amitié». Celui-ci fonctionne à deux niveaux : un premier, superficiel et large, s'appuie sur les bonnes volontés de progressistes chrétiens notamment, pour organiser un *«soutien aux révolutionnaires du tiers monde»* : argent, planque, faux papiers, etc. Un second, très secret celui-là, s'imbrique avec un certain nombre de réseaux terroristes internationaux.

1968 : l'enquête sur l'assassinat de l'ambassadeur US au Guatemala, remonte à la piste d'un certain «Raymond ou Julien», les deux pseudonymes de Curiel.

1974 : un terroriste de l'Armée rouge japonaise, Furuya, est intercepté à Orly, porteur de faux passeports, de faux dollars, de plans de rapts, de sabotages et d'assassinats. L'enquête policière établit que les faux papiers ont été fournis par un certain André Haberman, le plus proche collaborateur de Curiel. L'affaire du terroriste Carlos recroise la même piste.

Tous ces faits sont révélés publiquement dans un article, publié en août 1976, par Georges Suffert dans l'hebdomadaire «Le Point».

L'oreille du KGB

De façon tout à fait inhabituelle, le ministre de l'Intérieur se hâte de préciser qu'un *«certain nombre de personnes citées dans l'article sont effectivement placées sous surveillance policière»*. Curiel annonce une plainte en diffamation... qu'il ne déposera jamais.

Et le KGB là-dedans ? Il montre le bout de l'oreille dans le financement du réseau «Solidarité». Il est assuré par la Société d'échanges et de représentation, en cheville avec la Banque commerciale pour l'Europe du Nord, filiale de la Banque d'État de l'URSS. Deux responsables de cette société, Raymond Biriotti, fondateur et Bernard Riguet, directeur commercial, se retrouvent au comité directeur de «Solidarité». Ils sont aussi tous deux membres du PCF. De nombreuses personnalités du Mouvement de la Paix servent aussi de collaborateurs à ce réseau.

Tous ces faits, confirmés par sa récente consignation à résidence, semblent bien indiquer que Henri Curiel est bien au centre d'un réseau d'espionnage et de subversion chargé d'infiltrer les réseaux terroristes au profit des intérêts de Moscou.

Annie BRUNEL



L'assistant personnel de U Thant, secrétaire général de l'ONU, était cet officier du KGB : Victor Lessiovsky.

Le cousin d'Angleterre

En 1971, la Grande Bretagne expulsait 105 diplomatiques soviétiques accusés d'espionnage au profit de l'URSS.

Mais le plus célèbre espion pro-soviétique en Grande Bretagne démasqué a été Georges Blake. Agent des services de renseignements britanniques, il travaillait en fait pour le KGB. Les services secrets britanniques estiment qu'il a été responsable de la liquidation de 40 de leurs agents. Arrêté en 1961, Blake est condamné, à la suite d'un procès où il plaide coupable, à 42 ans de prison. Mystérieusement évadé 5 ans après, il refait surface à Moscou où il reçoit en grande pompe l'Ordre de Lénine et celui du Drapeau rouge, que les révisionnistes soviétiques attribuent pour services exceptionnels rendus au social-impérialisme russe. Il vit désormais à Moscou la luxueuse condition d'un retraité officiel du KGB.

Détail intéressant, Georges Blake est le cousin germain de Henri Curiel avec qui il a passé, au Caire, l'essentiel de sa jeunesse.



PALESTINE

La victoire est au bout du fusil

En 1947, l'ONU adopte un plan de partage. La Palestine est divisée en deux parties : 56 % des terres vont former l'État d'Israël. Un long exode commence ; les Palestiniens sont dispersés dans tous les pays avoisinants. Cependant, ils sont toujours unis par la volonté de retrouver leur patrie et leurs foyers, de bâtir un État qui leur soit propre.

La Résistance palestinienne autonome s'organise.

C'est en 1956 que sont posées les bases du premier mouvement de résistance autonome : El Fath (la Reconquête). La victoire algérienne de 1962, prouva qu'un peuple qui prend en main sa cause est capable de réaliser ses aspirations nationales. Elle fut un grand encouragement pour le peuple palestinien.

En 1964, il y avait 37 organisations palestiniennes. C'est le 24 mai 1964 que fut créée l'Organisation de Libération de la Palestine qui devenait «responsable du mouvement palestinien qui lutte en vue de libérer sa patrie dans tous les domaines...».

Peu à peu, l'OLP va se faire reconnaître auprès du peuple palestinien comme son légitime représentant. La Résistance palestinienne a maintenant un programme politique clair. En 1974, le programme en dix points réaffirme : *«L'OLP lutte par tous les moyens dont elle dispose, notamment la lutte armée, pour libérer le territoire palestinien et édifier l'autorité nationale indépendante et combattante du peuple sur toute la partie du territoire palestinien qui sera libérée».*

Le 1er janvier 1965, c'est la première opération militaire du Fath. Chaque camp a une milice qui veille. Chaque organisation militaire lance des attaques contre l'ennemi sioniste. Les fedayins font sauter les convois militaires, s'attaquent aux bâtiments où est installée l'armée sioniste, harcellent l'ennemi en tout lieu et à tout moment. A chaque nouvelle implantation sioniste, les fedayins répliquent les armes à la main.

Ces actions sont soutenues par tout le peuple palestinien qui, dans le même temps, organise de grandes manifestations populaires contre l'occupation.

L'an dernier, à la fin du mois de mars, il y eut un mouvement de grande ampleur. Les étudiants, lycéens, commerçants entamèrent une grève. Bientôt, leur exemple fut suivi et la grève générale fut décidée dans l'ensemble des villes. Des barrages furent érigés dans toute la Palestine, les manifestants attaquèrent les autorités d'occupation. La répression fut féroce, il y eut une douzaine de morts. Mais ce n'est pas pour autant que la résistance fut écrasée. Au contraire, dans les jours qui suivirent, les attaques de fedayins se firent plus nombreuses et plus virulentes. Les sionistes ont tué mais ils ont perdu beaucoup de leurs bras criminels.

Ce mouvement appelé «la Journée de la Terre» est un symbole de la lutte contre l'occupant. Mais c'est quotidiennement que se mène cette lutte. Récemment, les attaques des fedayins se sont multipliées, en particulier contre les convois militaires.

C'est en 1973 que l'OLP est reconnue par le Sommet arabe et les pays non-alignés comme l'unique représentante du peuple palestinien. En février 1974, c'est au tour de l'OUA de prendre cette position. En octobre de la même année, Yasser Arafat est accueilli triomphalement à l'ONU qui prend deux résolutions :
— la proclamation du droit à l'autodétermination et à l'indépendance.
— l'OLP reçoit le statut d'observateur permanent à l'ONU.

Ainsi, lundi 28 novembre, des fedayins ont détruit, en provoquant un gigantesque incendie, une usine de contre-plaqué dans le kiboutz de Petah Tikua.

Dans le même temps, d'importantes manifestations d'étudiants et de lycéens se sont déroulées en Cisjordanie contre les dernières colonies sionistes. C'est une lutte de longue haleine que mène le peuple palestinien sous la direction de l'OLP.

Dès le début, nous avons soutenu cette lutte. Nous considérons que c'est seulement par la lutte armée que seront résolus les problèmes du peuple palestinien et que sera instaurée la paix au Proche-Orient. Les victoires politiques et diplomatiques sont importantes mais elles ne sont que la conséquence des victoires remportées sur le terrain par le peuple palestinien contre l'occupant sioniste.

Evelyne Le GUEN

Manifestation antisioniste à Jérusalem



Nouvelle Calédonie

Essor du mouvement contre le colonialisme français

Les résidents du foyer calédonien de la rue des Écoles à Paris sont toujours dans les lieux. Le gouvernement a renoncé à mettre à exécution (tout au moins pour l'instant) la décision d'expulsion qu'il avait pourtant faite prendre par ses tribunaux. Cette attitude a été imposée par la lutte intransigeante menée par l'ACF (Association des Calédoniens en France) et surtout, sans aucun doute, par celle qui s'est développée avec une ampleur remarquable en Nouvelle-Calédonie même.

Combat contre le racisme, combat pour que le millier de jeunes Kanaks enrôlés chaque année dans l'armée française aient cet endroit où ils puissent se retrouver librement entre eux pendant les permissions, s'y informer, discuter du pays : la lutte du foyer, commencée justement sur ces deux points, s'inscrivait dès le début et dans les faits dans l'axe de la lutte anticolonialiste. Rien d'étonnant à ce qu'elle ait bientôt trouvé sur sa route la répression !

Les quelques mois de répit qu'ils ont en principe devant eux (période pendant laquelle les expulsions sont théoriquement exclues), ils comptent les mettre à profit pour faire connaître l'oppression de leur peuple et le développement de sa lutte pour être libre et indépendant. Ils la relient et l'unissent avec celle des autres peuples opprimés par l'impérialisme français (antillais, tahitien, etc.).

La période électorale qui approche, ils comptent en faire l'occasion d'une campagne politique pour rompre le silence habituel sur les colonies. Quelque soit le pouvoir en France, leur détermination est celle du peuple kanak : en finir avec le colonialisme. Ils n'attendent cela ni du pouvoir actuel, ni de la gauche dont ils connaissent les intentions exprimées dans le Programme commun ou dans celui du PC (Changer de cap) ou dans celui du PS : aucun ne promet rien qui ressemble à la fin du colonialisme.

De plus, l'année 1978 marquera le centième anniversaire de la première insurrection du peuple kanak. Cette insurrection, la bourgeoisie colonialiste française la noiera dans le sang, parvenant même à associer à la répression des déportés de la Commune de Paris, malgré l'opposition de Louise Michel et d'autres communards bannis en Nouvelle-Calédonie.

La Nouvelle Calédonie, c'est le 3e producteur mondial de nickel : on peut imaginer ce que cela représente pour l'impérialisme français qui exploite cette richesse par ... l'intermédiaire de la société «Le Nickel» et en même temps le peuple kanak.

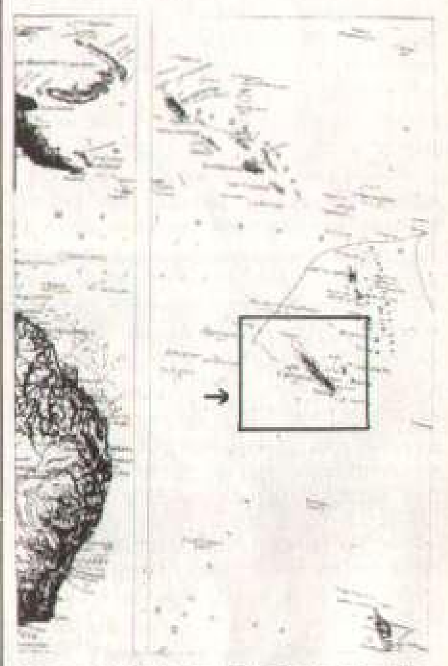
Nouvelle Calédonie

Nouvelle-Calédonie 1:5000000

Naissance et développement de la lutte de libération

Un responsable du Palika (Parti de libération kanak) était présent au foyer lors de la dernière conférence de presse organisée par les résidents. C'était la veille de la manifestation contre les mesures Stoléru du 19 novembre à laquelle ils ont participé.

Répondant à nos questions, il expliqua longuement la naissance



des premières organisations des Kanaks. Ceux-ci, dépossédés de leurs terres, sont parqués dans des réserves d'où ils ne peuvent sortir qu'avec l'autorisation des flics.

Il montra comment le colonialisme, utilisant tantôt la force tantôt la ruse, tentait de détruire ou de dévoyer ces organisations pour que tout reste dans l'ordre colonialiste.

Ainsi, par exemple, quand naquit le mouvement des jeunes «Foulards rouges» (*) voulant sauvegarder la culture kanak, le colonialisme développa à son tour un mouvement prônant «la personnalité canaque». Il s'agissait en fait de développer la chanson tout à fait dans le cadre colonial.

Il décrivit les attaques pour briser les coutumes communautaires du peuple kanak, pour l'avilir en le poussant à l'alcoolisme. Toutes ces attaques visent à en faire un réservoir de main d'œuvre. Le peuple kanak n'a le choix qu'entre le chômage ou le travail, aux conditions fixées par l'impérialisme, dans l'exploitation du nickel, le plus souvent. Il connait alternativement chômage et travail, c'est-à-dire de toute façon la misère.

Quant aux terres, le colonialisme cherche à en vendre aux Kanaks (lui qui les leur a volées !), individuellement de plus, ce qui est contraire aux coutumes communautaires. Les plus grandes «propriétés» coloniales sont en per manence protégées par les gardes mobiles. Et celles que les Kanaks ont occupées collectivement et reprises de leur propre initiative, elles sont la cible de manœuvres militaires telle une récente hommée «Frangipanie» et ayant pour thème «Interventions contre les occupations de terre», en attendant de passer de l'exercice à l'opération effective.

Cela s'ajoute à la répression violente qui n'a jamais cessé de frapper le peuple kanak : des massacres de 1878 et 1917 à l'assassinat, en 1975, du militant Kamouda par le flic français Blairet (rapatrié depuis et bien sûr jamais inquiété) ou au matraquage à Nouméa et dans d'autres localités des récentes manifestations de soutien aux résidents du foyer.

Cela pose en même temps le problème et les bases de l'unité des mouvements indépendantistes (deux partis actuellement) et la question de l'auto-défense, de la violence, de la lutte armée.

Le Palika considère qu'il serait actuellement prématuré de s'engager dans cette voie, tout en condidérant que, pour se libérer, le peuple kanak devra sans aucun doute en passer par là.

(*) C'est de ces «Foulards rouges» formés en 1969 et de sa jonction avec le «Groupe 78» plus politique qu'est né le Palika.

Jacques DUROC

En bref

• Pologne

En Pologne, sévit perpétuellement une pénurie alimentaire et on constate que celle-ci s'aggrave. L'origine de cette pénurie est l'exploitation, le pillage de la Pologne par l'URSS. Pour camoufler tout cela, le Bureau politique du Parti ouvrier unifié polonais présente cette pénurie comme un défaut de distribution. Afin de remédier à ce défaut, il a autorisé :

1) Le transfert des petits magasins d'Etat à des commerçants privés.

2) La revente des terres propriété d'Etat aux fermiers privés qui se seront distingués pour leur productivité.

Et ce pays se dit socialiste !

• URSS

L'URSS, qui vient de faire un nouvel emprunt auprès de l'Italie, (jusqu'à présent l'URSS a emprunté trois milliards de dollars) vient de faire un nouveau profit sur le dos de ce pays. L'URSS vient de lui vendre avec bénéfice une partie du beurre qui lui avait été fourni au rabais par le Marché commun et qu'elle avait payé au-dessous du cours imposé au sein des pays de la Communauté économique européenne.

• Organisation internationale du travail

L'Organisation internationale du travail a publié récemment une étude sur la paupérisation dans six pays d'Asie : Bangla-Desh, Indonésie, Malaisie, Pakistan, Philippines et dans les quatre principaux Etats d'Inde.

L'étude fait part des statistiques montrant que le revenu moyen s'est accru, sauf au Bangla-Desh, ces trois dernières années au détriment des plus pauvres. En effet, partout les revenus des plus pauvres ont baissé. Ainsi, le pourcentage de la population rurale vivant au-dessous du seuil de pauvreté est passé de 72 à 74 % entre 1963 et 1972 au Pakistan, de 30 à 36,5 % en Malaisie entre 1957 et 1970, et de 40 à 63, 6 % dans l'Utta Pradesh (Inde) entre 1960 et 1970.

Dans les six pays étudiés, 20 % des familles qui sont les plus riches se partagent la moitié du revenu de l'économie nationale, alors que 40 % qui sont les plus pauvres s'en partagent les 12 à 18 %.

Même après des mesures de réforme agraire, les 20 % des exploitants agricoles se partagent 3 % des terres alors que 10 % des plus riches possèdent 35 % du sol.

Egypte

DE DURES REALITES

Le voyage du président Sadate à Jérusalem n'a pas fini de faire couler de l'encre. Réaffirmant les légitimes exigences des peuples arabes et palestinien — évacuation des territoires occupés depuis 1967, droit à l'autodétermination du peuple palestinien, y compris à la création d'un État indépendant — il a sans conteste créé un choc dans l'opinion publique israélienne. La haineuse propagande anti-arabe du gouvernement sioniste ne pourra plus s'imposer comme avant et son obstination intransigeante sera désormais davantage contestée.

Mais en même temps, il a, pour l'instant, approfondi une faille dans le camp de l'unité arabe, rendue plus difficile la situation du peuple palestinien et de son représentant légitime, l'OLP.

Il est sans doute trop tôt pour porter un jugement définitif sur cette initiative. Il est, par contre, utile de rappeler la situation dans laquelle se débat l'Egypte, du fait de l'impérialisme US, du social-impérialisme russe et du sionisme.

La dépendance du coton

Le poids de l'impérialisme, l'Egypte l'éprouve d'abord du fait de son passé colonial. Il lui a légué une économie déséquilibrée. Le coton, imposé par les colonialistes anglais pour alimenter leurs filatures de Liverpool et Manchester, représente 60 % des exportations du pays.

L'URSS et les pays de l'Est en absorbaient jusqu'ici plus de la moitié. Par contre, l'Egypte doit importer 60 % des produits alimentaires qu'elle consomme.

Les fluctuations des prix des matières premières, imposées par les pays riches, grèvent lourdement ses ressources : de 1974 à 1975, le cours mondial du coton a baissé de plus de 15 %.

L'inflation, due principalement à la crise mondiale du capitalisme, atteint 30 % par an, rognant d'autant le maigre revenu — 120 F par mois — de 10 millions d'ouvriers agricoles.

Un chiffre souligne cette misère, lot du tiers monde opprimé : le Produit National Brut (PNB) par habitant est de 27 000 F en France ; en Egypte, il atteint à peine 1 350 F

Quatre guerres en 30 ans

«L'Egypte, c'est la guerre», ce mot d'ordre amer qui circule dans les quartiers pauvres du Caire reflète la situation. Ces 30 dernières années, l'Egypte a dû affronter quatre guerres successives. L'état de *«Ni guerre ni paix»*, imposé dans la région par les superpuissances depuis octobre 1973, c'est toujours la guerre ; et c'est l'Egypte, le plus peuplé des pays arabes (40 millions), qui en supporte l'effort principal.



1973 : peu de temps après la victorieuse traversée du canal de Suez par l'armée égyptienne, Moscou en refusant de lui livrer armes et munitions en pleine guerre, paralysait son offensive.

Face à Israël, surarmé par l'impérialisme US, alimenté en soldats par l'émigration soviétique, l'Egypte doit soutenir un énorme effort de guerre, entretenir une armée de 322 000 hommes, maintenir un budget de la Défense qui représente 46 % de PNB global du pays, pourcentage le plus important du monde.

L'armée étranglée par Moscou

Pour vivre, pour se défendre, l'Egypte de Sadate, qui a courageusement rejeté le diktat de Moscou, est contrainte d'emprunter. Elle s'est d'abord tournée vers l'aide des pays frères arabes, vers les pays impérialistes occidentaux, contraints à se montrer moins gourmands envers elle que les superpuissances. La Chine lui apporte aussi une aide généreuse et désintéressée, particulièrement sur le plan militaire.

Mais elle a aussi dû s'adresser aux USA et aux banques qu'ils contrôlent. Les conditions draconiennes de leurs prêts sont à l'origine des «émeutes de la faim» de janvier dernier. En 1976, la dette publique égyptienne atteignait ainsi 14 milliards de dollars dont, à elle seule, l'URSS revendique 7 milliards sans délais de paiement.

Sur le plan militaire, la situation égyptienne reste fragile du fait de l'étranglement de son armée par Moscou qui, en pleine guerre, l'a brutalement privée de pièces de rechange et de munitions. Sa reconversion en de nouveaux types d'armements ne pourra être réalisée totalement avant plusieurs années.

Les faux amis des peuples arabes et palestinien qui poussent à la division de leurs forces montent en épingle les maux réels propres à la société égyptienne : l'existence d'une bourgeoisie avide dont le luxe côtoie la misère des masses, une bureaucratie nombreuse et corrompue, la spéculation effrénée.

Mais ils «oublient» l'essentiel : le pillage, l'oppression et la guerre impérialistes dont sont responsables les deux superpuissances et leur créature, l'État sioniste.

Annie BRUNEL

PTT

Une repression organisée

On assiste actuellement, dans les PTT, à une véritable campagne de répression qui vise en premier lieu les postiers combatifs. Il s'agit là bien sûr d'une attaque contre tous les travailleurs des PTT afin de les désarmer dans la situation de plus en plus dure qui leur est faite, face à la dégradation constante de leurs conditions d'existence.

Les directions des syndicats, qu'il s'agisse de la CGT ou de la CFDT, comme de FO, non seulement n'opposent aucune riposte à ces attaques, mais au contraire participent directement à cette répression : c'est le cas à Lyon où la section CFDT du centre de tri de la gare a été dissoute sur ordre des dirigeants fédéraux (par ailleurs, membres du CERES) après l'exclusion des 20 membres de sa commission exécutive.

C'est aussi le cas au centre de tri du Landy à Paris. L'an dernier, les dirigeants de la section CFDT avaient mené une lutte remarquable dans l'unité à la base des postiers syndiqués ou non à la CGT ou à la CFDT.

Aujourd'hui, ils sont victimes de mutations et de conseil de discipline. On se souvient que lors de cette grève, les responsables parisiens de la CGT-PTT avaient ouvertement dénoncé cette lutte et les délégués CFDT.

Cette dénonciation avait provoqué, dans les rangs de la section CGT du Landy, de très vives réactions. Plusieurs militants avaient alors déchiré leurs cartes et rejoint la section CFDT.

Ces jours-ci, la commission paritaire unanime (donc syndicats compris) a approuvé le licenciement d'un militant.

L'exemple du récent licenciement au PLM à Paris d'un inspecteur-élève et des menaces qui pèsent sur un autre camarade de ce centre de tri est particulièrement clair à cet égard. Il montre aussi que les postiers ripostent et que les chefs syndicaux et leur ligne entièrement soumise aux projets des partis de gauche sont en difficultés.

Centre de tri PLM PARIS

Le licenciement d'un inspecteur-élève

LES FAITS

Le 7 novembre, un inspecteur élève apprend que la direction veut le licencier pour *«mauvais comportement professionnel»* en son refus de faire le garde-chiourme.

A la suite de la riposte décidée par les postiers (délégation de masse le 9) un préposé se voit suspendre de son service, interdit de locaux y compris la cantine ; il passera en conseil de discipline ; procès verbaux (1) et pressions diverses sont faites sur d'autres employés.

Le 1er novembre, l'inspecteur élève subtilise pendant quelques heures son dossier. Il y découvre trois rapports : un d'un délégué Force ouvrière et deux de délégués CGT (dont un membre du PCF). Tous trois demandent le report de la titularisation ; ils montrent une remarquable convergence sur la conception du rôle des inspecteurs et sur les rapports entre direction et responsables syndicaux ! (2)

De plus , ces rapports n'étaient pas au dossier lors du rejet de la titularisation en février dernier, ce qui en dit long sur les manipulations possibles du côté de la direction !

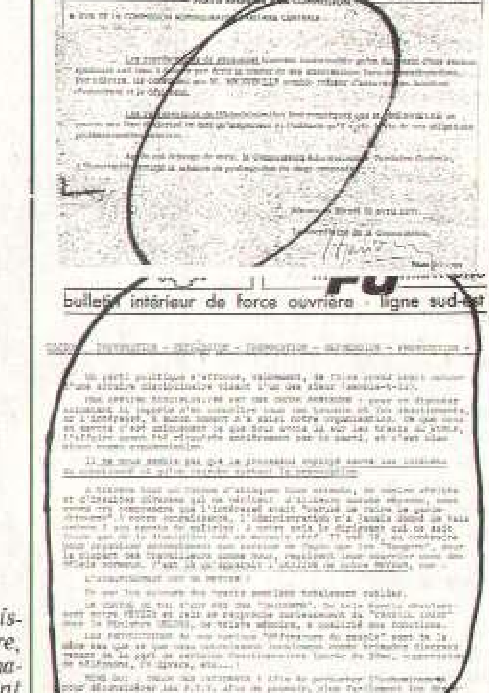
Qu'ont fait les directions syndicales ?

Mis à part le tract CFDT, paru dès le 8 novembre qui explique correctement la situation, les directions syndicales ne feront strictement rien par la suite... sauf un tract calomniant la délégation de masse, un autre lorsque les flics interviennent le 21 (qui ne va pas toutefois jusqu'à parler de sanctions) et la confirmation de son licenciement transmise à l'inspecteur-élève après une réunion paritaire !

Une pétition massive leur demandant l'organisation de réunions du personnel (puisque eux seuls ont les moyens de le faire) pour mettre au point une riposte sérieuse reste sans effets : ils n'en organisent même pas pour préparer le 1er décembre !

Voila qui montre à quel point ils se sentent à l'aise (de l'aveu même de l'un deux, l'ambiance n'est pas bonne pour organiser de telles réunions !).

Voici pour conclure un extrait d'un communiqué de



FO

bulletin intérieur de force ouvrière - ligne sud-est

A la commission paritaire, une belle unanimité ! Quant au tract FO, il se passe de commentaires !

la cellule G.Mommousseau du Parti communiste marxiste-léniniste de France du PLM.

Mais en réalité qui a affaibli le syndicalisme ?

Ce n'est pas le «groupe d'irresponsables» syndiqués et non-syndiqués qui ont pris ouvertement la défense ... des sanctionnés et les soutenaient activement. Ce que ces «irresponsables» veulent, c'est un syndicalisme de lutte de classe. Ce qu'ils rejettent, c'est qu'il y ait des chefs responsables syndicaux qui enfoncent les travailleurs dans le dos. Ce qu'ils rejettent, c'est la conception du syndicalisme, où les dirigeants syndicaux donnent des ordres et les syndiqués n'ont qu'à exécuter. Ce qu'ils refusent, c'est la collaboration de classe.

Pour notre parti, le syndicat doit être un instrument de défense des travailleurs. C'est pour cela qu'il combat la ligne prônée par les dirigeants actuels car elle aboutit à désarmer et à démobiliser les travailleurs.

Il ne faut pas déserter les syndicats, ni se laisser aller à l'écœurement, ni déchirer sa carte. Au contraire, il faut se syndiquer massivement, participer aux réunions, contraindre les dirigeants à respecter la volonté des travailleurs ou les faire démissionner s'ils ne veulent pas.

(1) PV : Procès verbal.

(2) C'est tout à fait dans la ligne définie à ce sujet par la direction CGT dans le document publié en mars 1977 par l'Union fédérale des cadres CGT-PTT, suite à un questionnaire d'enquête adressé à ses membres.

Il y est précisé que le rôle des cadres est de veiller à la discipline, au respect des horaires, à l'accomplissement des tâches ; avec un appel à ceux de leurs adhérents dont les réponses laissaient percer quelque répugnance à faire ce genre de travail, à ne pas se laisser aller...

Tout au plus était-il dit que les cadres pouvaient faire preuve d'une certaine souplesse, compte-tenu du gouvernement antipopulaire actuel... et en attendant la gauche !



LUTTES DANS LE NETTOIEMENT

Jacques DUROC

Après les éboueurs parisiens, puis les nettoyeurs du métro avant l'été, ce sont les égoutiers à Paris, le chantier SNCF de Laving-Glace à Nantes qui mènent aujourd'hui de longs et durs combats.

Il est vrai que ces secteurs ont en commun d'avoir vu se dégrader de manière particulièrement insupportable des conditions de travail et de salaire déjà très mauvaises.

Les égoûtiers parisiens comme les éboueurs ont à affronter la mairie de Paris, Chirac en tête.

Et les nettoyeurs des wagons SNCF de Nantes comme ceux du métro à Paris sont vicitmes de ce tour de passe-passe de plus en plus utilisé dans le secteur nationalisé : confier à la sous-traitance des tâches d'entretien et de nettoyage, ce qui permet d'écarter des catégories entières de personnel des avantages du statut obtenu au prix de luttes de grande ampleur,.

Largement dispersé dans le travail, pas très nombreux, en forte proportion immigré (sauf les égoûtiers), le personnel de ces secteurs intéresse peu les directions confédérales des syndicats et, à la CFDT comme à la CGT, leurs syndicats (nettoiement, service) bénéficient peu de la sollicitude des états-majors quand ils ne sont pas purement et simplement considérés comme «marginaux» : en somme, ce sont des syndicats de seconde zone !

Cela fait que du même coup, ils ont en fin de compte de meilleures possibilités d'initiatives, une plus grande liberté de mouvement, avec toutefois les limites que l'on va voir.

A Nantes aussi...

Ils sont une cinquantaine : surtout des femmes des immigrés aussi. Ils occupent jour et nuit leurs locaux depuis la mi-novembre. C'est là qu'ils font face aux multiples interventions y compris des flics qui sont venus, la nuit, embaucher pour remplacer les grévistes.

Ils sont en grève pour riposter à l'offensive généralisée de la nouvelle direction contre les travailleurs et leur section CFDT, en particulier : un travailleur ayant trois ans d'ancienneté a été licencié (un responsable CGT venu enquêter a trouvé cela normal). Les délégués sont maintenant menacés.

La SNCF a passé contrat avec Laving-glace depuis octobre avec une période d'essai de trois mois.

Le délégué syndical de la section CFDT explique comment s'est montée la section qui a syndiqué 40 employés sur 70 (en comptant St-Nazaire et le Croisic) en trois semaines. Cette section a organisé sa première grève en juillet pour l'embauche de personnel supplémentaire (10 filles ont été embauchées).

Cela faisait longtemps qu'on refusait les conditions de travail du nettoyage. Avant, c'était l'entreprise La Ferroviaire qui nous employait.*

La convention collective n'était pas respectée, on n'avait ni ciré, ni bottes. Il fallait qu'on s'en procure nous-mêmes. En plus, on n'avait pas de pharmacie, le travail n'était pas programme, etc.

Il y avait bien un syndicat, la CGT. Mais à la Ferroviaire, la CGT c'était uniquement la maitrise, vendue au patron(2).

Jamais elle n'a fait quoi que que ce soit sur les salaires, les conditions de travail, etc.

On se posait la question d'un autre syndicat. J'ai rencontre au debut de l'année un camarade de la CFDT cheminot qui nous a encouragés et qui nous a mis en contact avec l'Union locale, qui m'a designée au patron comme délégué syndical.

Pour nous naturellement on n'a pas choisi entre CGT et CFDT, ce qu'on voulait c'est un syndicat pour nous défendre.

(extrait de l'APL-Nantes du 22 novembre 1977).

*(1) L'une de celle des nettoyeurs du métro.

(2) Un camarade de cette maitrise est venu pour intimider et provoquer le piquet de grève.

Paris

Les égoutiers tiennent bon !

Leurs revendications :
- 300 F mensuel (en attendant d'être reclassés)
- augmentation des effectifs.
- amélioration des conditions d'hygiène et de sécurité et de leur contrôle.

Lorsqu'on sait qu'en 1976, huit d'entre eux sont morts et que 30 000 journées de travail ont été perdues du fait de maladie, lorsqu'on sait qu'ils gagnent moins de 3 000 F en fin de carrière pour passer six heures par jour dans des souterrains plus qu'insalubres, on comprend ces revendications : et de fait, lorsqu'il manifestent en groupe compact botté, casqué, avec leurs trompettes et leurs sifflets, lorsqu'ils collectent dans le métro, on le voit bien, ils ont l'entière sympathie de tous les travailleurs.

Du côté syndical, après cinq semaines de grève (suivie à plus de 80 %), ils n'avaient le soutien effectif et efficace que de leur syndicat du nettoiement : la confédération CGT, bien active pour organiser des opérations du genre 1er décembre, n'a rien fait pour élargir ce soutien, mobiliser largement les travailleurs de toutes les catégories pour accroitre le rapport de force.

En entamant l'occupation de leurs ateliers, la 4e semaine les égoûtiers voulaient justement accroitre ce rapport de force, empêcher que le travail soit fait par d'autres et donc consolider leur lutte.

Or, cette occupation a été interrompue quelques jours plus tard : au vue de l'assemblée générale, qui en a décidé, il est tout à fait certain que cela ne correspondait ni à l'intérêt, ni à la volonté de la grande masse des égoûtiers ni même à la volonté de leurs délégués qui ont pourtant argumenté dans ce sens.

Ces arguments, ils étaient tous battus en brèche, dans cette assemblée générale au demeurant parfaitement démocratique, en ce sens que chacun pouvait librement s'y exprimer :

Y a-t-il contradiction entre les manifestations pour populariser et l'occupation ?

«C'est un gars de la troisième section (celle où fonctionnait l'occupation) qui venait au micro : «Tous debout la 3» et près de la moitié de la salle se levait, donnait la preuve vivante qu'on pouvait être à l'assemblée générale et donc en manif, tout en organisant l'occupation».

Les flics vont finir par s'en mêler surtout qu'il y a eu des incidents ?

«Les incidents ça nous regarde, il ne faut pas les grossir: Quant aux flics, ils pourraient aussi intervenir contre des manifs. Est-ce pour ça qu'il ne faudrait plus en faire ?»

Réponse encore une fois sans appel.

Mais celui qui la veille proposait des actions énergiques, parlait de tout ce que l'on peut faire avec des égoûts, était devenu défaitiste, mettait en avant les difficultés (ceux qui ne sont pas là, la dernière manif un peu moins nombreuse) avec un langage qui ne collait plus à son personnage où la fibre prolétarienne avait tant vibré les jours précédents.

Était-ce là l'effet du congrès de la fédération dont fait partie leur syndicat et qui avait lieu les jours précédents ?...

On sait combien peut être nocive la ligne défaitiste, légaliste, d'isolement des luttes et des ouvriers combatifs que les hauts dirigeants confédéraux distillent dans les syndicats.

Il y eut vote, par section, et la 3e se trouva ainsi isolée et contrainte d'abandonner...

Mais la lutte n'en continue pas moins. Les égoûtiers sont toujours grandement déterminés. La solidarité s'étend : 11 300 F (dont 8 000 collectés le 1er décembre), envoyés par les égoûtiers de Lyon, 1 000 F de l'hôpital Cochin, etc. et 29 408 F collectés à la manif de Paris : au total plus de 100 000 F et de nombreuses sections prennent directement contact avec eux pour qu'ils viennent collecter dans leur entreprise.

S'ils continuent à bien tenir en main leur lutte, à éviter le piège du défaitisme et de la division dans leurs rangs et à s'appuyer toujours mieux sur la solidarité de tous les travailleurs, ils peuvent sans aucun doute l'emporter.



1er décembre

LE DESAVEU DES TRAVAILLEURS

Pour tous les observateurs, il est clair que la journée nationale d'action du 1er décembre n'a pas été un succès pour Séguy et Maire.

En particulier, c'est dans les entreprises que le mot d'ordre des confédérations CGT et CFDT a été le plus largement rejeté. Pour Barre, la leçon est claire :

«... Je voudrais tirer une autre conclusion de cette journée : elle montre à mon sens que les travailleurs, en France, se rendent compte que ce n'est pas par la grève que l'on résoudra les problèmes du pays.

»Ils se rendent compte que les efforts qui leur sont demandés sont nécessaires au redressement de notre économie, donc à leur avenir, donc à l'investissement, donc à l'emploi...

»... Tout ceci conduit les travailleurs à apporter un concours dont je les remercie, à la politique économique de redressement, et ce ne sont pas les déclarations, sur l'opposition de la classe ouvrière à la politique du gouvernement qui vont beaucoup convaincre».

C'est peu dire que ce Barre-là prend ses désirs pour des réalités. Cet homme des monopoles rêve d'une classe ouvrière soumise, acceptant sans réagir de se serrer la ceinture, de chômer, d'être maltraitée et expulsée, et cela pour le plus grand bien des profits capitalistes.

Monsieur Barre a bien tort de triompher de la sorte : à trop rêver, on risque des réveils douloureux.

Mais laissons-là les divagations provocatrices de Barre. Pour les révisionnistes et les réformistes, pour Séguy et Maire la leçon est autre, eux ils n'y ont vu que du feu : le 1er décembre est un grand succès. Et là où tous les honnêtes gens ont vu une grève de 24 h peu suivie et des manifestations mornes, M. Laurent Salini, plumitif de l'«Humanité», lui, a vu une *«grève ample, grève vigoureuse, grève nationale»*. Bref, de ce côté-là, du côté de la gauche, c'est encore le rêve.

Et si par hasard, ils admettent que les choses ne se sont pas passées comme ça, c'est pour incriminer la responsabilité de Bergeron (FO) ou de Charpentier (CGC) qui ne se sont pas associés à la journée.

Pensez, si les métallos et les ouvriers de la chimie ont refusé le mot d'ordre de Séguy et Maire, c'est parce que FO et la CGC ne s'y sont pas associés ! Qui peut le croire ?

Ces explications sont pour le public, mais certainement qu'à ceux de leurs militants qui expriment de la déception sur les résultats de cette journée, les dirigeants révisionnistes et réformistes expliqueront que tout ça c'est la faute des travailleurs qui ne veulent pas lutter. Refrain connu qui prétend justifier la collaboration de classe et la trahison en invoquant la soi-disant passivité des travailleurs.

Mais quand ces mêmes travailleurs se lancent dans des luttes classe contre classe résolues, qui s'agite, qui se démène pour faire en sorte que tout rentre dans l'ordre de l'exploitation, qui s'emploie à saboter le mouvement ? Eh bien, ce sont les Séguy et les Maire et leurs émules qui veulent imposer une ligne qui divise les travailleurs, les mène à la défaite contre le plan Barre et à l'impasse qu'est le soutien à la gauche.

A l'occasion du 1er décembre, un nombre plus grand de travailleurs, de syndiqués CGT ou CFDT et même de sections syndicales ont rejeté consciemment la journée d'action non seulement à cause de son inefficacité, largement reconnue, mais aussi à cause de l'opération politique qui consiste à utiliser les travailleurs au profit de la course pour le pouvoir des politiciens de gauche.

Le premier décembre, et les débats au sein des masses qui l'ont précédé, ont montré que les travailleurs, de plus en plus nombreux, refusent de lier leur sort à celui de Mitterrand et Marchais, qu'ils rejettent la ligne qui veut placer le mouvement syndical dans l'orbite des partis de gauche.

Rejeter la ligne de défaite de Séguy et Maire et se prononcer fermement pour la lutte classe contre classe, tel est le courant qui grandit au sein de la classe ouvrière et qui promet un réveil brutal à M. Barre.

Pierre MARCEAU



Combattre l'impérialisme dans les syndicats

En avril 1978, doit se tenir à Prague, le Congrès de la Fédération syndicale mondiale (FSM) à laquelle la CGT est affiliée.

Dix ans après l'intervention brutale qui plaça le peuple tchécoslovaque sous le régime de l'occupation russe, les instances dirigeantes de la FSM se réuniront à l'ombre des chars de Brejnev. On est loin des déclarations indignées de la Commission exécutive de la CGT, au lendemain de l'agression du 21 août 1968.

Protestation de circonstance prononcée sous la pression d'une opinion publique démocratique et destinée à rassurer une base profondément révoltée par l'intervention typiquement impérialiste. En effet, brutalement, la grande masse des travailleurs découvrait le visage hideux des dirigeants du Kremlin, de ceux qui se font passer pour des champions de la cause de la paix.

Depuis, Séguy et ses compères n'ont pas cessé d'entretenir les relations les plus étroites tant avec les syndicats russes qu'avec les syndicalistes kollabos de Prague ou ceux de Pologne, experts en répression antiouvrière. Collaboration étroite pratiquée justement au sein de la FSM et placée cyniquement sous l'enseigne de la solidarité internationale de la classe ouvrière.

La FSM s'est constituée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Les peuples du monde, aux premiers rangs desquels le peuple soviétique conduit par Staline, sortaient victorieux de l'affrontement avec les Hitlériens.

La cause de la révolution prolétarienne l'emportait dans la moité de l'humanité, de Prague jusqu'à Pékin.

La FSM s'est développée dans la lutte contre les plans hégémoniques de l'impérialisme américain, dont le fameux Plan Marschall, qui visait, sous couvert d'aide, à dominer l'Europe. Cette volonté hégémonique des monopoles US s'accommodait fort mal de la solidarité internationale des travailleurs organisée alors par la FSM. En 1949, les chefs syndicalistes de l'AFL-CIO américains et des TUC britanniques, agissant pour le compte des impérialistes US, tentèrent de détruire de l'intérieur l'obstacle que représentait la FSM.

Aujourd'hui, les choses ont changé : l'URSS s'est transformée en un Etat social-impérialiste qui rivalise pour la domination du monde avec la superpuissance américaine. Quant à la FSM, sous l'impulsion de la dégénérescence révisionniste d'un grand nombre de partis communistes, en particulier celui de l'URSS, la ligne chauvine et pro-impérialiste a triomphé en son sein en même temps que la collaboration de classe. Aujourd'hui, elle joue le rôle de cheval de Troie de Moscou au sein du mouvement syndical mondial, comme l'AFL-CIO et les TUC le firent en 1949 au profit de leurs maitres US.

Séguy et les dirigeants révisionnistes de la CGT s'identifient aujourd'hui à tous les leaders traitres et chauvins du mouvement ouvrier français. Semblables à Belin, ce chef bourgeois de la CGT qui, en 1938, exaltait l'esprit de Munich : «Plutôt la servitude que la guerre» et finit kollabo et ministre de Pétain ; Séguy et les sieurs se font les propagandistes actifs de la détente et font tout pour recouvrir l'agressivité et l'expansionnisme russes de couleurs démocratiques et pacifiques.

Contre ces dirigeants chauvins et vendus à l'impérialisme, les travailleurs sauront s'appuyer sur les meilleures traditions internationalistes et anti-impérialistes de la classe ouvrière de France. Des traditions qui sont attachées à des noms glorieux comme celui de Pierre Sémard ou de J.P. Timbaud.

Les travailleurs, les syndiqués de la CGT, solidaires de la classe ouvrière et des peuples qui vivent sous la botte du social-impérialisme russe n'accepteront certainement pas que Séguy et les siens aillent siéger à Prague au printemps.

Alors que Brejnev menace les peuples du monde, et en particulier ceux d'Europe en préparant activement un nouveau conflit mondial, il faut démasquer et combattre au sein du mouvement syndical les nouveaux Belin qui dirigent la CGT.

Pierre MARCEAU

LES PETITS PRODUCTEURS DE LEGUMES EXPLOITES

Témoignage d'un paysan de la région de Paimpol

Abonnez-vous à la Faucille
journal paysan Prix: 11
Parait tous les 15 jours
CCP La Faucille 1756 483 B Paris

Une récolte abondante de choux-fleurs cette année, mais des prix qui chutent à la production, qui restent élevés pour les familles ouvrières, et deux millions de têtes de choux-fleurs (10 % de la récolte) détruits . Une raison à cela et une seule : l'économie capitaliste qui, bonne ou mauvaise récolte, ruine les petits producteurs, et aboutit à la valse des étiquettes sur les marchés de distribution.

Un correspondant de notre journal a rendu visite à un petit producteur de légumes de la région de Paimpol (Côtes du Nord) en Bretagne . Il nous rapporte son témoignage.

La ferme fait 11 ha Elle est toute consacrée aux légumes. On fait deux cultures par an et par hectare.

En février, mars, on plante les pommes de terre, que l'on récolte en mai-juin. En juillet on plante les choux-fleurs, qui seront, selon les variétés, récoltés d'octobre à avril.

Les choux-fleurs sont plantés à espace régulier, c'est à dire 90 cm sur le rang, 90 cm entre les rangs. C'est une culture qui exige une bonne quantité d'engrais : environ une tonne à l'hectare.. La plantation en place demande un mois. L'entretien à faire, c'est-à-dire le binage, se fait maintenant avec le tracteur. On passe deux ou trois fois dans chaque parcelle. Tous les choux ne sont pas mûrs en même temps. Il faut passer entre les rangs pour couper les choux qui sont bons à être commercialisés (pas de tâches ni de feuilles intercalées qui soit jaunes).

On passe dans les parcelles trois fois par semaine environ et 500 choux par ha sont ainsi coupés. Cela fait à chaque fois 20 km à pied, il faudra racommencer cela pendant 5 à 10 semaines.

Mais il faut le faire quelque soient les conditions météo. Les choux murissent et s'il gèle au moment où la tête est visible parmi les feuilles, elle ne sera plus vendable.

Donc malgré la pluie, le vent et le gel, il faut regarder deux rangs à la fois.


Les petits paysans contraints de laisser pourrir leurs choux-fleurs.

Il faut être deux pour faire ce travail l'un qui coupe, l'autre qui conditionne ; c'est à dire qui met les têtes en cageots. Il y a souvent des accidents, des doigts coupés, car on a un grand couteau et il faut couper un maximum de feuilles mais pas le bas de la tête.

Cette année, les conditions climatiques ont été mauvaises pour les choux , le mois d'octobre a été chaud et sec. Cela a eu pour conséquence de faire mûrir très rapidement toutes les plantations . Même ceux qui étaient prévus pour le mois de décembre sont en plein rendement.

Ces dernières années ont été du point de vue du prix assez intéressantes.

La zone légumière d'abord limitée autour de Paimpol s'est étalée, et on peut dire que les surfaces plantées en choux ont été multipliées par trois ou cinq.

C'est l'ensemble de ces facteurs liés à la spéculation qui ont provoqué la chute des cours au niveau du prix de 0,60 F/kg* , prix qui signifie pour le petit producteur de grosses difficultées.

Le système de vente est très sophistiqué. Il se tient en même temps à Saint Pol de Léon, Saint Malo et Paimpol .

Le prix qui est fixé tous les matins est le même sur les trois points de vente et cela permet au négociant de contrôler l'offre et la demande. On déclare d'avance les quantités probables que l'on va livrer à la coopérative ou à la Sica, qui désigne aux producteurs, un négociant à qui il faut livrer.

Les 90 % des choux détruits pendant une période ont permis aux négociants d'écouler le maximum de têtes au prix fort. Il est clair que la surproduction est essentiellement organisée par tout le système de commercialisation qui profite de l'excédent du marché, de la chute des cours, sans jamais les répercuter à la consommation.

Ce qui permet à tous ceux qui profitent de ce système, de faire des superprofits sans trop de mal. Au niveau du marché, les trois points de vente sont en concurrence ; c'est à dire que les négociants de Paimpol savent ce qu'il y a à vendre sur les deux autres marchés. Ils peuvent acheter sur ces marchés au prix le plus bas, ce qui abouti à faire supporter la spéculation aux producteurs qui sont en concurrence et non aux négociants . Pour faire face à cette situation, les petits et moyens producteurs, n'ont d'autres solutions que de se battre pour garantir l'écoulement prioritaire d'un certain volume de production à un prix fixe pour chaque paysan.

Evidemment les gros producteurs sont contre, car de toute façon leurs prix de revient sont moins élevés, et ils trouvent toujours des arrangements avec les négociants.

* Lorsque les cours descendent au dessous du prix plancher de 0,60 francs, l'Etat autorise les destructions et le fonds d'intervention paye aux producteurs 0,60 F par kilo détruit.

CES Pailleron

LES PARENTS DES VICTIMES ACCUSENT

L'Association des familles des victimes de l'incendie du CES Pailleron nous a accordé un entretien que nous reproduisons ici. Nous l'en remercions.

Q : Vous avez eu beaucoup de difficultés pour que les principales responsabilités soient reconnues par la justice. Doù viennent ces difficultés et les lenteurs de cette justice ?

– R : L'Éducation nationale n'a pas dû se sentir, évidemment, à l'aise en raison de sa politique de construction scolaire au rabais. Rapidement, nous avons compris que les responsabilités se situaient au plus haut niveau. Nous mettons en cause le rôle de la DESUS (*) et particulièrement de Jean Raynaud, son directeur à l'époque.

J. Raynaud était très proche du ministre. C'est lui qui a importé d'Angleterre et imposé le type de construction utilisé pour Pailleron. Raynaud est un ancien élève de l'ENA, de la même promotion que Chirac. Voilà une raison qui a fait que les choses ont duré aussi longtemps.

Une autre raison est que, face à l'expertise pénale décidée par le juge Sableyrolle, nous avons décidé de faire effectuer une expertise civile. Celle-ci exigeant des frais importants pour l'association, nous avons obtenu une aide financière de l'Éducation nationale. Cette aide, cependant, a mis longtemps à venir.

D'autre part, le juge Sableyrolle, à la veille de la clôture du dossier, s'est vu retirer celui-ci. Un autre juge a été nommé qui a dû réétudier ce dossier depuis le début.

Les premières difficultés, nous les avons ressenties quand nous avons relaté l'existence du rapport du Sénat. En effet, une commission d'information du Sénat, constituée au lendemain de l'incendie du CES, s'était penchée sur les problèmes des constructions scolaires.

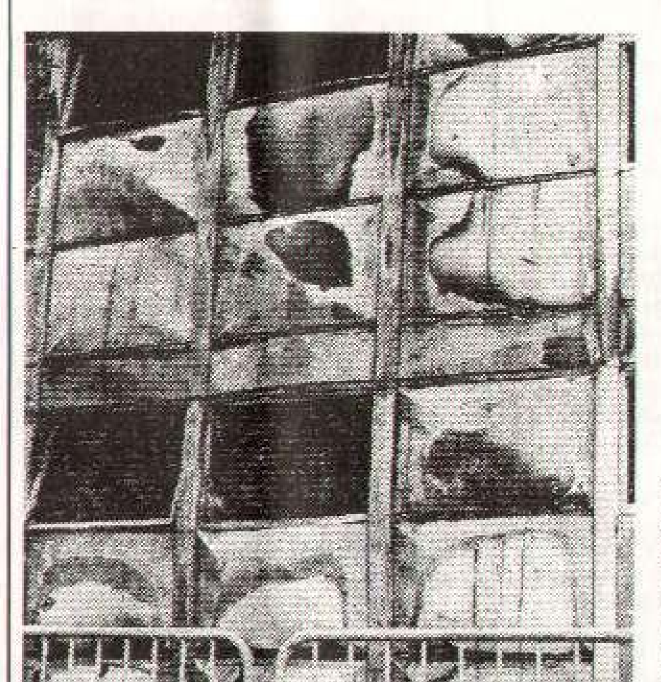
Les travaux de cette mission auraient dû être normalement publiés. Mais des pressions ont eu lieu et elles ont été telles que le règlement intérieur du Sénat lui-même a été modifié pour que ce rapport ne soit pas publié.

Ce rapport est accablant pour la politique de construction scolaire des pouvoirs publics.

A l'origine, ce rapport devait être rendu public après son passage devant une commission de censure. La commission de censure elle-même a reçu en fait un texte censuré, ce qui a provoqué la démission d'un de ses participants. Finalement, ce rapport ne sera publié qu'après le procès.

Ce rapport montrait comment la DESUS et derrière elle, les pouvoirs publics et le gouvernement, faisaient des pres pour avoir la maitrise de l'ouvrage et pour imposer son procédé de construction, ceci au

→


A la Celle-St-Cloud, le mercredi 23 novembre, un lycée du modèle «Pailleron» flambait. Heureusement, du fait que le lycée était vide, il n'y eut aucune victime. Il existe en France à l'heure actuelle 56 lycées construits sur ce modèle.

moyen, par exemple, du chantage à la subvention. Ce rapport montre bien que la DESUS usait d'une autorité pesante pour imposer son choix et d'un autre côté n'endossait pas la responsabilité que ce choix impliquait, responsabilité qu'elle laissait aux communes, entre autres.

Q : Après le drame du CES Pailleron, quelles mesures ont été prises et sont-elles suffisantes ?

— R : C'est un fait qu'après Pailleron, les commissions de sécurité ont visité toutes les constructions de ce type. Les rapports de cette commission ont souligné les nombreux manquements aux règles de sécurité. Le successeur de Raynaud dit que le pouvoir a dépensé plus de 500 000 F pour la mise en conformité aux normes de sécurité. En réalité, il est impossible, par des mesures partielles, de respecter strictement et complètement la sécurité.

Pour cela, il faudrait reconstruire les bâtiments. Ce qui a été fait, ce sont essentiellement des mesures permettant une meilleure évacuation : par exemple, la construction d'escaliers extérieurs. Ceci est à mettre à l'actif de notre association.

Nous avons visité à Plaisir (Yvelines) un CES identique à celui de Pailleron. On trouve encore de très nombreuses anomalies (portes coupe-feu ouvertes, poteaux non protégés par de l'amiante, etc. Ces mesures tranquillisent les parents mais la sécurité n'est guère mieux assurée.

Q : Il a été dit lors de l'incendie du lycée de la Celle-Saint-Cloud que s'il avait eu lieu pendant la présence des enfants, il n'y aurait pas eu de victimes. Qu'en pensez-vous ?

— R : Le pouvoir prétend que l'évacuation s'effectue en 3 ou 4 minutes et que cela suffit. Or, quand une telle évacuation se produit, le feu a déjà notablement progressé. La rapidité de l'évacuation doit être une mesure importante dans la sécurité, mais ce n'est pas une panacée et en elle-même, elle est très insuffisante.

(*) DESUS : Direction des Equipements scolaires, universitaires et sportifs.

Propos recueillis par H. Mazereau

En bref

La bourgeoisie organise l'immigration d'Indochinois

En même temps qu'il organise l'expulsion de nos frères immigrés et couvre leurs assassinats, le gouvernement organise le trafic d'expatriés indochinois. Ceux-ci trompés par la propagande impérialiste sont les victimes de ce trafic honteux. Des projets gouvernementaux sont d'en faire venir 1000 par mois jusqu'à la fin de 1978.

Actuellement une quarantaine de mille sont en France.

A leur arrivée, ils bénéficient de quelques avantages destinés à les appâter. Au bout de 6 mois ils doivent se débrouiller pour trouver du travail et un logement. Le gouvernement compte sur leurs sentiments anti-communistes et favorables à l'impérialisme pour s'assurer leur servilité. Ces travailleurs immigrés seront exploités comme les autres et gageons que la plupart d'entre eux ouvrira les yeux.

L'entreprise W. Disney : une industrie qui rapporte

La «Walt Disney productions» est la plus grande entreprise de dessins animés. Derrière l'énorme machine «à rêver» distillant son «univers anesthésiant», cette entreprise est avant tout une machine à pomper de l'argent.

600 millions de dollars (trois milliards de francs) tombent chaque année dans les caisses de l'entreprise. Ses actionnaires ont empoché 75 millions de dollars en 1976 (375 millions de francs environ).

Les personnages de Disney : Mickey, Minnie, Donald, Dingo et autres ont rapporté en 1976, 18 millions de dollars uniquement grâce à la propagande de films à la télévision. Ces personnages sont reproduits un peu partout dans le monde sous forme de poupées en peluche, de marionnettes. Ils ornent des assiettes , des petites cuillères, des sacs, des tee-shirts etc. La vente de ces produits a rapporté la somme de 87 millions de dollars en 1976 (435 millions de francs).

Enfin le parc «Disneyland» a reçu la même année 12 millions de visiteurs qui ont déboursé 379 millions de dollars (un milliard 895 millions de F).

Alors que le vingt deuxième long métrage des studio Walt Disney «Bernard et Bianca» sort à peine sur les écrans, de nouvelles grandes productions sont programmées pour 1978, et avec elles de gros profits.

Un footballeur en or

Beckenbauer est un footballeur célèbre. C'est aussi une sorte de marchandise que les hommes d'affaires qui tirent les ficelles du football professionnel échangent au grès de leurs besoins financiers. Après avoir été capitaine du Bayern de Munich, il a été « vendu» au Cosmos de New York, pour une somme rondelette. Alors que la coupe du monde de foot approche la fédération allemande songe à s'assurer ses services, le temps de remporter la coupe.

Le Cosmos appâté par le dédommagement est prêt à accepter . Il est évident qu'il s'agit d'une affaire d'argent a déclaré son président .

D'autant plus que Beckenbauer reviendra ensuite au Cosmos et que s'il gagnait avec son équipe la coupe, les retombées financières pour le Cosmos n'en seraient que plus grandes... Alors

Expulsions dans le 14e à Paris

200 FLICS POUR 20 LOCATAIRES !

Dans le 14e arrondissement à Paris, la police, et, derrière elle, les promoteurs sont passés brutalement à l'attaque. Depuis 1973, existaient deux projets importants : la radiale Vercingétorix, projet abandonné depuis peu après la lutte des habitants du quartier, et la rénovation du quartier Guilleminot. En apparence, pour ce dernier projet, les choses semblaient au point mort. Début novembre 1977, un moratoire aurait même été signé par la mairie de Paris, prévoyant l'arrêt immédiat des expropriations, des expulsions et des démolitions.

Et pourtant, le jeudi 24 novembre au matin, d'importantes forces de police, on parle de deux cents flics et plus, l'arme (et quelquefois la mitraillette) au poing, bouclent le quartier et le quadrillent.

Une vingtaine de travailleurs expulsés

A 8 h, en cinq endroits, rue du Château, de l'Ouest, Vercingétorix et Losserand, les flics frappent aux portes pour expulser les locataires. Si ces derniers refusent d'ouvrir, les flics enfoncent la porte, se saisissent d'eux et les jettent dehors. Des déménageurs interviennent alors, qui embarquent vêtements, meubles et autres biens personnels qui seront stockés dans des garde-meubles.

Quand les logements sont vides, les démolisseurs interviennent à leur tour. Ils crèvent cloisons et parquets puis murent les portes. Les expulsés sont ensuite conduits en cars certainement vers les cités de transit. Certains jeunes ont été emmenés dans un foyer d'aide sociale du 20e arrondissement où d'ailleurs ils ont refusé de rester. Les videurs ont offert 1 000 F aux expulsés sans doute pour les amadouer.

Les expulsés sont au nombre d'un vingtaine. Ce sont des squatters, c'est à dire des gens qui n'ayant pas de logement, en occupent quelques uns parmi les 500 qui, dans le quartier, sont vides. Certains sont là depuis trois ou quatre ans et participent activement à la vie du quartier. Certains ont des enfants.

Légalement, les expulsions ne doivent plus avoir lieu depuis le 1er novembre. Chirac a obtenu une dérogation pour l'expulsion des squatters. Ces expulsions ont été faites à la demande de la SEMIREP (société d'économie mixte pour la rénovation du quartier Plaisance). Celle-ci travaille main dans la main avec Chirac semble-t-il, et De la Malène, député RPR du 14e.

La lutte s'organise

Dès que les expulsions furent connues, des habitants du quartier ont tenté de les empêcher. La police est alors intervenue contre eux et certains ont été brutalisés. Douze d'entre eux ont été conduits au commissariat où ils ont été retenus jusqu'à 17 h.

Le soir-même une manifestation regroupait 200 personnes en majorité des jeunes, contre les expulsions et la présence des forces de police dans le quartier. Les flics ont chargé, les manifestants ont répondu, certains dressant des barricades que la police a été obligées d'enlever avec un bulldozer.

Samedi 26, une nouvelle manifestation d'un millier de personnes était attaquée par la police qui utilisait des grenades lacrymogènes ainsi que des grenades offensives (les mêmes qu'à Malville. Deux photographes de presse étaient blessés par ces dernières, dont un sérieusement à la jambe.

Actuellement, les habitants essayent de s'organiser plus efficacement car il est possible sinon probable que de nouvelles expulsions aient lieu sous peu.

Henri MAZEREAU

Le 14e arrondissement est un quartier populaire. Aujourd'hui il ressemble davantage à un amas de ruines ou à un vaste chantier qu'à un quartier habité. La SEMIREP avait projeté de détruire 4 800 logements anciens pour construire à la place 4 040 logements neufs. Elle avait dû faire quelques concessions après des protestations des habitants du quartier. Le nouveau plan prévoit la destruction de 4 300 logements et leur remplacement par 3 070 logements neufs, ainsi que la construction d'un centre commercial de 12 000 m2. On conçoit l'énormité des profits que doit lui procurer pareille «rénovation».



Des expulsions à la limite de la légalité et violentes.

Culturel

NOTE DE LECTURE

Toyota, usine du désespoir

par Kamata Satoshi (1)

La société multinationale Toyota est le troisième producteur mondial de voitures. Il a été souvent souligné, ici ou là, que l'économie japonaise ne connaissait pas le phénomène de l'immigration : on a voulu en déduire que c'était un caractère positif. Par contre, on a omis de parler des travailleurs saisonniers. Satoshi est l'un d'eux. Il raconte sa vie quotidienne dans une usine de la firme. Or, par les conditions de vie et de travail, par les bas salaires pratiqués, par les formes mêmes de la rémunération, les types de travail, les conditions de logement (les cités dortoirs pour célibataires qui rappellent les foyers Sonacotra..), les saisonniers japonais constituent une sorte d'immigration de l'intérieur. C'est leur place dans le processus de production qui est déterminante :

Contre le mythe propagé par la bourgeoisie de la «croissance japonaise», voilà un témoignage de l'exploitation féroce du capitalisme.

De plus, grâce à des remarques, des petits faits quotidiens, l'auteur démonte facilement toute la fabulation entretenue sur le passage impressionnant de rapidité de la société féodale à la société industrielle. En fait les rapports sociaux de production dans les usines restituent à peu prés fidèlement les cloisonnements de la société féodale, sa structure ultra-hiérarchisée : chacun y dépend d'un autre, placé au dessus de lui.. et le système des «petits chefs» y atteint une sorte de perfection.

(1) Aux éditions ouvrières 36F

LA LIBRAIRIE «LA FORCE DU LIVRE» COMMUNIQUE

Cette année, la librairie a mis au point un système de «bons d'achat». Ainsi, il sera possible d'offrir à ses amis, parents, connaissances, un bon d'un montant que l'on aura choisi et que ces personnes pourront venir dépenser à la librairie.

Nous encourageons tous les amis de la librairie à utiliser ce système qui sera à la fois un moyen de la faire connaitre et de la soutenir, ainsi qu'une façon de faire des cadeaux qui servent.



UNE EXPOSITION SUR LA CHINE

LA CHINE

A TRAVERS SA PRESSE EN LANGUE FRANÇAISE

EXPOSITION

PEKIN INFORMATION — **LITTERATURE CHINOISE**
LA CHINE EN CONSTRUCTION — **LA CHINE**

Culture-Diffusion **68, rue de Belleville**
(juste à côté de la librairie Les Herbes sauvages)
***PARIS* 20ème**

L'exposition sera ouverte
du 5 au 19 décembre inclus :

lundi - mardi - jeudi - vendredi :	de 17 H à 19 H
mercredi :	de 14 H à 19 H
samedi :	toute la journée
dimanche :	de 10 H à 13 H

imp. spéc.

Sont présentés dans cette exposition les différents aspects de la vie chinoise abordés dans les quatre revues chinoises en français : agriculture, industrie, vie quotidienne, sport, relations extérieures, luttes politiques, études théoriques, etc.

L'exposition donne à la fois une présentation de la Chine socialiste et des revues chinoises.

Pour développer les abonnements aux revues chinoises

— Faire connaître les revues chinoises, c'est aussi montrer l'intérêt de s'y abonner ! Et tel est bien le but de cette exposition. Des spécimens de revues chinoises seront à votre disposition, et pourront être aussi expédiées à toute personne, institution, etc. dont vous nous donnerez l'adresse.

— Tout nouvel abonné ou réabonné recevra en cadeau deux affiches chinoises.

Venez nombreux...

... et soyez nombreux à vous abonner !

UN HUIT PAGES UNE FOIS PAR SEMAINE

L'Humanité Rouge quotidien, parait sur huit pages dans toutes les éditions datées du vendredi. Dans ce numéro spécial, quatre pages sont consacrées exclusivement à la préparation de la bataille politique de 1978.

Pour une plus ample diffusion de ce numéro, passez vos commandes à l'administration : L'Humanité Rouge. BP 61 . 75 861 Paris Cédex 18.

Pour faire plaisir à vos parents, vos amis... et pour développer l'amitié avec la Chine.

Quelques idées de cadeaux

Mao Tsé-toung : Tome 5 des Oeuvres choisies : plus de 70 textes pour la plupart inédits, datant de 1949 à 1957 : sur le bilan de l'expérience soviétique, la naissance du révisionnisme, l'édification du socialisme, les luttes de lignes, etc. (annoncé pour décembre).

L'exemplaire broché : 20 F, relié : 27 F

— Des romans chinois :

Mon enfance .... 9,00 F
Miliciennes des Iles (nouveauté) .... 9,60 F

— Des affiches chinoises :

Choix de 6affiches de thèmes différents .... 14,00 F

— Des pochettes et des cartes postales :

Choix de deux pochettes sur l'art chinois ancien et moderne .... 5,00 F

— Des cartes de voeux :

Motif en paille e de riz sur fon decouleur lacoste .... 3,00 F

— Des livres d'enfants chinois :

Le lot de 4 livres : Peintures d'enfants, La capture de l'aigle géant, Nos petits gardiens des champs .... 10,00 F

Et aussi :

Histoire économique des grands pays capitalistes (France, USA, Angleterre, Allemagne, Japon). Livre traduit du chinois, disponible fin décembre.

Et bien sûr aussi :

Un abonnement d'un an à une revue chinoise : Pékin Information : 21 F — La Chine en construction : 14 F — La Chine : 17 F — Littérature chinoise : 17 F.

Passez vos commandes par correspondance à :
E 100
24, rue Philippe de Girard
75010 Paris

(Ajoutez 20 % du prix indiqué pour les frais de poste)



Les lecteurs ont la parole

J'ai beaucoup apprécié l'article sur la Norvège du bimensuel 18. Ce genre d'article qui mêle l'information sur le pays et les activités des marxistes-léninistes renforce beaucoup l'unité à la fois des marxistes-léninistes et aussi des peuples européens.

... J'ai été agréablement surpris d'apprendre que le journal marxiste-léniniste est quotidien. Y en a-t-il d'autres en Europe, Y en a-t-il le monde ? Mais il serait intéressant d'en savoir plus : comment ont-ils résolu le problème de leur financement, de la diffusion, des correspondants locaux...

L'exemple de la lutte des femmes contre la pornographie est des plus intéressant. Il faudrait peut être le mettre plus en valeur et voir aussi comment est impulsé ce Front des femmes et quel est le rôle du parti. On serait curieux d'en savoir plus sur cette «Alliance électorale rouge». Sans vouloir prendre modèle sur des exemples étrangers, il est toujours profitable de connaitre l'expérience d'autres camarades surtout de pays du second monde. Même si on ne peut pas envoyer souvent un correspondant spécial à l'étranger, il me semble qu'on pourrait faire ce genre d'articles plus souvent, ne serait-ce que par la presse des partis frères. Et pourquoi ne pas faire une rubrique régulière du bimensuel : «le mouvement marxiste-léniniste dans le monde» ?

Nous sommes, comme notre lecteur, convaincus que de telles enquêtes peuvent contribuer utilement à «l'unité des marxistes-léninistes et aussi des peuples européens» : face aux deux superpuissances, en premier lieu l'URSS dont les préparatifs de guerre sont particulièrement menaçants en Europe ; et aussi par l'enrichissement mutuel quant à la lutte contre nos bourgeoisies monopolistes respectives : celles-ci sont dans des conditions proches (celles du second monde) et en même temps différentes, historiquement, géographiquement, etc.

«L'alliance électorale rouge» (constituée de membres du Parti marxiste-léniniste et de non membres acceptant les axes définis par le parti pour la campagne), de même que la question du Front des femmes auraient, certes, nécessité de plus amples développements pour être claires. Nous ne le pouvions pas mais nous avons voulu en les citant montrer la diversité des fronts sur lesquels se menait la lutte avec l'active participation des marxistes-léninistes.

Nous avons beaucoup appris de nos camarades norvégiens sur la presse et cela constitue une aide pour notre propre travail. Pour le financement, les difficultés sont semblables aux nôtres et nos camarades font pour les surmonter des campagnes de souscription auxquelles ils fixent des objectifs à la fois en montant et en nombre de souscripteurs.

Ils ont des correspondants locaux et utilisent les contributions de leurs lecteurs : leur quotidien comporte au moins une page de telles contributions, essentiellement ouvrières.

Nous sommes nous aussi très désireux que se développent de telles contributions y compris sur les questions internationales : certains de nos lecteurs ont certainement l'occasion de voyager ou d'avoir des relations, notamment en Europe de l'Ouest ou de l'Est, et peuvent sans aucun doute enrichir notre journal de précieux éléments sur la situation dans ces pays.

Rennes

UN WEEK-END DE SOLIDARITE AVEC LES TRAVAILLEURS IMMIGRES


Le plaisir de lier amitié autour d'un ballon.

Les résidents Sonacotra, venus à une trentaine et tous les Rennais qui les ont accueillis, ne sont pas prêts d'oublier ces trois jours où on a joué, chanté, dansé, discuté ensemble.

Amitié autour d'un ballon de football

Le moment le plus important de ce week-end c'était, samedi aprés-midi, le tournoi de foot pris en charge par des amis sportifs, en particulier par l'Association rennaise «Football Progrès», qui a bien sû faire sentir à tous, l'esprit de cette rencontre : c'était d'abord une journée d'amitié avant d'être une journée de compétition. Ainsi se retrouvaient, sur le terrain d'un quartier populaire de la Zup-Sud de Rennes, plus de dix équipes : des paysans venus de la campagne sud de Rennes, des ouvriers des Papeteries de Bretagne qui luttent contre la fermeture de leur usine, une équipe de jeunes marocains du quartier, des Antillais, des jeunes d'un CET, etc. et bien sûr les équipes des foyers Sonacotra. D'autres équipes se sont formées spontanément sur place, jeunes et moins jeunes, français et immigrés.

Pas de coupe, pas de hargne ni de chauvinisme : on joue, avec ou sans arbitre, pour le plaisir de se retrouver ensemble, de lier amitié, pour se rassembler autour des camarades de la Sonacotra, autour du comité de soutien dont l'expo se trouve sur la touche.

Accueil et popularisation dans la ville

Mais le foot n'était pas le seul point de rencontre entre tous les participants : les camarades de la Sonacotra étaient hébergés dans les familles, on a ainsi pu discuter, se rencontrer autour d'un repas, avec des voisins comme dans le quartier de Cleunay par exemple. Vendredi soir, c'est dans un foyer de jeunes travailleurs que nous avons pu nous retrouver, manger ensemble et tenir une réunion.


Après le foot, les panneaux invitent à une solidarité accrue avec les immigrés.

Le samedi matin, sur les marchés, «les Sonacotra» informaient directement la population de la journée de la lutte et de la manifestation du 19 novembre 1977 organisée contre les mesures de Stoleru. Des communiqués à la radio et dans la presse régionale, des distributions de tracts du Comité de Soutien sur les marchés et dans les tours complétaient l'information.

Musique et danse la solidarité dans l'enthousiasme

Après le foot, tout le monde se retrouvait au Centre Social du quartier pour assister à un montage diapos et discuter avec les résidents ; les sportifs ont pu discuter de leur pratique autour de l'exposition et des films réalisés par l'Association «Footbal-Progrès». On a ensuite mangé un couscous : nous étions plus de 300 autour des tables, résidents Sonacotra, français et immigrés de Rennes - déjà des jeunes marocains du quartier s'essayaient sur des tambours et bangos, le public reprenait ensuite les chants de la lutte, lancés par le groupe Octobre et la chorale de Rennes.

Jusque tard dans la soirée, les chants, rythmés par des percussions endiablées entrainaient des danses enthousiastes. Français et immigrés finissaient la soirée dans une très chaude amitié.

Un week-end bien rempli ! De nombreux Rennais découvrent pour la première fois la lutte des Sonacotra à travers ces différents points de rencontre.

Que de contacts nouveaux liés entre les résidents, les français et les immigrés de Rennes ! Les résidents sont repartis forts du soutien que tous leur ont témoigné .

Il faut toujours plus développer le soutien et la solidarité entre français et immigrés !

Vive la lutte des résidents des foyers Sonacotra.

Correspondant HR Rennes